

# ***RAPPORT***

Accra,  
Ghana,  
18-21 février  
2004

## **Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique**

Quatorzième session





## SESSIONS PRECEDENTES DE LA COMMISSION

1 <sup>ère</sup> session	Ibadan, Nigeria	31 octobre-7 novembre 1960
2 <sup>ème</sup> session	Lomé, Togo	20-25 janvier 1969
3 <sup>ème</sup> session	Nairobi, Kenya	7-12 février 1972
4 <sup>ème</sup> session	Bangui, République Centrafricaine	22-27 mars 1976
5 <sup>ème</sup> session	Accra, Ghana	24-28 avril 1978
6 <sup>ème</sup> session	Arusha, Tanzanie	12-16 septembre 1983
7 <sup>ème</sup> session	Bamako, Mali	20-24 janvier 1986
8 <sup>ème</sup> session	Blantyre, Malawi	1-3 mai 1989
9 <sup>ème</sup> session	Kigali, Rwanda	10-14 août 1992
10 <sup>ème</sup> session	Sanbonani, Afrique du Sud	27 novembre-1er décembre 1995
11 <sup>ème</sup> session	Dakar, Sénégal	14-17 avril 1998
12 <sup>ème</sup> session	Lusaka, Zambie	27-30 mars 2000
13 <sup>ème</sup> session	Libreville, Gabon	25-29 mars 2002



**RAPPORT**

**de la**

**QUATORZIÈME SESSION**

**de la**

**COMMISSION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE POUR L'AFRIQUE**

**Accra, Ghana  
18-21 février 2004**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE  
Rome, 2004**



## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<b>RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>iii-vi</b>
	Paragraphes
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1-5</b>
<b>ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.....</b>	<b>6</b>
<b>ÉLECTION DU BUREAU ..</b>	<b>7</b>
<b>SITUATION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE DANS LA RÉGION: POINTS SPÉCIFIQUES SOULIGNÉS PAR L'ÉTUDE PROSPECTIVE DU SECTEUR FORESTIER EN AFRIQUE (FOSA) .....</b>	<b>8-12</b>
<b>EXAMEN DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME ORDINAIRE ET DU PROGRAMME DE TERRAIN DE LA FAO, Y COMPRIS LE SUIVI DES REQUÊTES ET DES RECOMMANDATIONS DE LA TREIZIÈME SESSION DE LA COMMISSION .....</b>	<b>13-18</b>
<b>RAPPORT DE LA QUINZIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'AMÉNAGEMENT DE LA FAUNE SAUVAGE ET DES AIRES PROTÉGÉES (Accra, 16-18 February 2004) .....</b>	<b>19-21</b>
<b>LA COOPÉRATION FORESTIÈRE RÉGIONALE ET SOUS-RÉGIONALE, INCLUANT LE COMMERCE DES PRODUITS FORESTIERS .....</b>	<b>22-27</b>
<b>Note d'information sur la coopération régionale pour les questions liées aux incendies de forêt .....</b>	<b>28-30</b>
<b>Rapport de l'Atelier régional FAO sur la mise en œuvre des propositions d'action du GIF/FIF en Afrique .....</b>	<b>31-36</b>
<b>LES FORÊTS ET L'EAU EN AFRIQUE, LEURS LIENS AVEC LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ .....</b>	<b>37-41</b>
<b>SÉMINAIRE EN COURS DE SESSION: LA PLACE DES FORÊTS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU NEPAD .....</b>	<b>42-49</b>
<b>QUESTIONS CLÉS DÉCOULANT DES RÉUNIONS PARALLÈLES ET DES RÉUNIONS SATELLITES .....</b>	<b>50-73</b>
<b>Réunion parallèle 1: Recherche et formation forestières en Afrique: Défis et opportunités .....</b>	<b>51-53</b>
<b>Réunion parallèle 2: Code régional de pratique pour la réduction de l'impact de l'exploitation forestière en Afrique centrale et de l'Ouest .....</b>	<b>54-59</b>
<b>Réunion parallèle 3: Stratégie de plateforme pour le soutien de la FAO aux forêts du Bassin du Congo .....</b>	<b>60-62</b>





## Paragraphe

<b>Réunion parallèle 4: Session d'information et d'échange sur les Programmes forestiers nationaux (pfn) en Afrique .....</b>	<b>63-67</b>
<b>Réunion satellite 1: Questions commerciales auxquelles est confronté le secteur forestier africain .....</b>	<b>68-70</b>
<b>Réunion satellite 2: Leçons apprises des expériences sur l'aménagement durable des forêts en Afrique .....</b>	<b>71-73</b>
<b>QUESTIONS RÉGIONALES IDENTIFIÉES PAR LA COMMISSION À PORTER À L'ATTENTION DU COMITÉ DES FORÊTS .....</b>	<b>74</b>
<b>AUTRES POINTS .....</b>	<b>75-77</b>
<b>DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION .....</b>	<b>78</b>
<b>ADOPTION DU RAPPORT .....</b>	<b>79</b>

## Pages

<b>ANNEXES:</b>		
<b>A – Ordre du jour.....</b>		<b>15</b>
<b>B – Liste des participants .....</b>		<b>16</b>
<b>C – Liste des documents .....</b>		<b>33</b>
<b>D – Liste des rapports nationaux mis à la disposition de la Commission .....</b>		<b>34</b>
<b>E – Rapport de l'Atelier régional FAO sur la mise en œuvre des propositions d'action du GIF/FIF en Afrique .....</b>		<b>35</b>



## RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

### SITUATION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE DANS LA RÉGION: POINTS SPÉCIFIQUES SOULIGNÉS PAR L'ÉTUDE PROSPECTIVE DU SECTEUR FORESTIER EN AFRIQUE (FOSA)

1. La Commission a reconnu les avantages que procurent la tendance à la décentralisation, la participation communautaire et la production et le commerce non structurés, et elle a recommandé que des politiques et actions appropriées soient adoptées pour redynamiser les administrations forestières de façon qu'elles puissent jouer leur rôle essentiel de supervision et de régulation (par. 9).
2. Le double rôle des forêts et des arbres en tant que ressources écologiques, sociales et économiques a également été noté. Les participants ont donc recommandé que ces fonctions soient prises en compte et ils ont demandé à la FAO, au Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), au Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF), à l'Organisation africaine du bois (AOB) et à l'Académie africaine des sciences (AAS) à travers le Réseau africain de recherches forestières (AFORNET), d'élaborer des méthodologies et des études de cas pour évaluation et pour habilitation des services économiques et environnementaux des forêts dans le contexte africain (par. 10).
3. Étant donné l'importance du secteur non structuré dans les économies nationales de la plupart des pays africains, la Commission a recommandé que les politiques des gouvernements fournissent un environnement propice à son amélioration (par. 11).
4. La Commission a accueilli avec plaisir la présence, parmi les délégués, d'un certain nombre de forestiers africains de sexe féminin, ainsi que celle du Réseau des femmes africaines pour le développement durable (REFADD). Elle a recommandé à la FAO et à d'autres organisations internationales d'aider les pays à renforcer la place et le rôle des femmes dans le secteur forestier de la région (par. 12).

### EXAMEN DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME ORDINAIRE ET DU PROGRAMME DE TERRAIN DE LA FAO, Y COMPRIS LE SUIVI DES REQUÊTES ET DES RECOMMANDATIONS DE LA TREIZIÈME SESSION DE LA COMMISSION

5. La Commission a reconnu l'importance particulière des forêts et des ressources forestières dans les pays d'Afrique à faible couvert forestier, dont la plupart sont également des pays à faible revenu et à déficit vivrier. Il a donc été recommandé aux gouvernements des pays à faible couvert forestier de renforcer, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la FAO, le Secrétariat du Processus de Téhéran et de favoriser une participation active de ses États membres (par. 17).
6. La Commission a recommandé que la stratégie et les ressources pouvant servir à augmenter la qualité, la pertinence et les ressources destinées à la formation et à l'enseignement forestiers soient développées et mises en œuvre aux niveaux national, sous-régional et régional (par. 18).

### RAPPORT DE LA QUINZIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'AMÉNAGEMENT DE LA FAUNE SAUVAGE ET DES AIRES PROTÉGÉES

7. La Commission a approuvé le rapport du Groupe de travail sur l'aménagement de la faune sauvage et des aires protégées, notamment les recommandations (par. 21) :

- i) demandant à la FAO d'aider les pays concernés à élaborer des stratégies et des approches communes pour résoudre de manière plus efficace les problèmes posés par les mouvements transfrontières de la faune sauvage;
- ii) demandant à la FAO et à d'autres institutions pertinentes de continuer à appuyer les efforts déployés afin d'élever des animaux sauvages, comme source de nourriture;
- iii) demandant à la FAO et à d'autres organisations internationales et bilatérales pertinentes d'appuyer la coopération technique entre pays en développement pour ce qui concerne la gestion de la faune sauvage et des aires protégées;
- iv) demandant à la FAO et à d'autres partenaires d'aider à résoudre les conflits entre les populations humaines et la faune sauvage et de faire de cette question le thème du prochain séminaire en cours de session ;
- v) demandant à la FAO de prendre les mesures appropriées pour mettre effectivement en œuvre la requête de longue date faite par la Commission concernant l'établissement d'un poste de Fonctionnaire chargé de la faune sauvage au Bureau régional pour l'Afrique.

## **LA COOPÉRATION FORESTIÈRE RÉGIONALE ET SOUS-RÉGIONALE, INCLUANT LE COMMERCE DES PRODUITS FORESTIERS**

8. La Commission a recommandé que des activités intersessions soient officiellement planifiées et soient réalisées pour donner suite aux recommandations et faire progresser ses travaux. Elle a en outre recommandé que la FAO, par l'intermédiaire de la Commission et d'autres partenaires, fournisse un soutien accru pour faciliter la participation des délégations africaines à de grandes réunions sur les questions forestières ainsi que la préparation de positions clairement structurées (par. 24).

9. La Commission a recommandé que les organisations régionales et sous-régionales, notamment les groupements économiques, soient sensibilisés à la question et reçoivent un appui lorsqu'ils tentent de renforcer leur collaboration mutuelle, ainsi que la collaboration avec des partenaires internationaux comme la FAO, pour identifier des options et des produits adaptés aux échanges interafricains (par. 25)

10. La Commission a recommandé d'identifier les progrès accomplis (par exemple, recherche de l'excellence en matière d'aménagement durable des forêts), et de contrôler le suivi et la mise en application pour les principales questions, notamment: critères et indicateurs d'aménagement durable des forêts, processus de certification en Afrique, et exploitation forestière à impact réduit (par. 26).

11. La Commission a recommandé à la FAO de mettre à jour, d'étoffer et de diffuser la liste des organisations finançant le développement forestier, qui avait été préparée pour sa dixième session (par. 27).

### **Note d'information sur la coopération régionale pour les questions liées aux incendies de forêt**

12. La Commission a recommandé de diffuser davantage les résultats du Sommet international sur les incendies de forêt et invité instamment les pays à les incorporer dans leurs politiques et programmes de lutte raisonnée contre les incendies de forêt (par. 28).

13. La Commission a recommandé que les pays, la FAO et d'autres organisations partenaires appuient l'évaluation économique des dégâts de diverse nature causés par les incendies, notamment au moyen d'études de cas appropriées, pour aider à mieux faire prendre conscience de la nécessité de lutter contre ces incendies et à mobiliser un engagement politique (par. 29).

14. Elle a recommandé à la FAO de continuer à appuyer la coopération en matière de lutte contre les incendies de forêt et notamment à poursuivre et à achever son programme visant à convoquer une réunion ministérielle sur les forêts, y compris les incendies de forêt, à l'occasion de la dix-septième session du Comité des forêts (COFO), en 2005 (par. 30).

---

**Rapport de l'Atelier régional FAO sur la mise en oeuvre des propositions d'action du GIF/FIF en Afrique**

15. L'Atelier a recommandé que la Commission soit une tribune pour un intense dialogue régional sur les politiques forestières, y compris pour se préparer aux prochaines réunions organisées au niveau mondial, pour définir une position commune de l'Afrique lors de la cinquième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF-5), et enfin pour mettre en commun des expériences en matière de mise en oeuvre des propositions (par. 34).

**LES FORÊTS ET L'EAU EN AFRIQUE, LEURS LIENS AVEC LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ**

16. La Commission a souligné à quel point il importait, pour des raisons stratégiques, de documenter et d'évaluer les services environnementaux des forêts, notamment au niveau de l'eau, et a recommandé que la FAO fournisse des informations et réalise des études de cas sur cette question (par. 38).

17. La Commission a recommandé que la FAO prépare d'autres documents sur la question du rôle, du potentiel et des contraintes que présentent les plantations forestières, en particulier en ce qui concerne l'équilibre des ressources en eau, et diffuse à ce sujet des informations équilibrées et solidement étayées (par. 39).

18. La Commission, notant les différentes initiatives internationales, régionales et sous-régionales concernant la gestion des ressources en eau et l'existence d'un certain nombre d'organisations s'occupant de bassins versants, a recommandé que les pays, la FAO et d'autres partenaires oeuvrant dans ce secteur tiennent compte de cet état de fait et coopèrent avec lesdites organisations, en incorporant comme il se doit leurs données d'expérience et leurs contributions potentielles (par. 41).

**SÉMINAIRE EN COURS DE SESSION : LA PLACE DES FORÊTS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU NEPAD**

19. Les participants se sont déclarés préoccupés par la faible priorité initialement accordée aux forêts dans le PDDAA et par le manque de liens apparents entre le PDDAA et l'Initiative sur l'environnement menée par le PNUE et considéré que ces deux questions devraient être bien articulées. La Commission a recommandé que la FAO, en collaboration avec le Secrétariat du NEPAD et le PNUE, prennent des mesures afin d'harmoniser ces deux initiatives (par. 44).

20. Il a donc été recommandé à la FAO de fournir une ventilation plus détaillée, assortie de notes explicatives sur les coûts estimatifs des activités proposées, qui devrait être présentée sur une base sous-régionale afin de permettre aux organisations économiques sous-régionales d'identifier leurs incidences pour leurs membres (par. 45).

21. La Commission a recommandé à la FAO de faire en sorte que les activités portant sur la dendroénergie et sur la recherche forestière soient bien structurées et assorties de ressources budgétaires (par. 47).

22. Il a été recommandé que la FAO, ainsi que le Secrétariat du NEPAD, devraient renforcer l'interaction et la consultation dans les dernières phases de préparation du Chapitre forestier. La Commission a ensuite recommandé que les participants et observateurs continuent à recueillir des observations sur le Chapitre et transmettent les informations obtenues en retour à la FAO, qui porterait ces observations à la connaissance du Secrétariat du NEPAD.

## QUESTIONS RÉGIONALES IDENTIFIÉES PAR LA COMMISSION À PORTER À L'ATTENTION DU COMITÉ DES FORÊTS

23. La Commission a estimé que certaines de ses principales recommandations devraient être portées à l'attention de la prochaine session du Comité des forêts (COFO). Ces recommandations sont (par. 74) :

- Le double rôle des forêts et des arbres en tant que ressources écologiques, sociales et économiques a également été noté. Les participants ont donc recommandé que ces fonctions soient prises en compte et ils ont demandé à la FAO, au Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), au Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF), à l'Organisation africaine du bois (AOB) et à l'Académie africaine des sciences (AAS) à travers le Réseau africain de recherches forestières (AFORNET), d'élaborer des méthodologies et des études de cas pour évaluation et pour habilitation des services économiques et environnementaux des forêts dans le contexte africain.
- La Commission a reconnu l'importance particulière des forêts et des ressources forestières dans les pays d'Afrique à faible couvert forestier, dont la plupart sont également des pays à faible revenu et à déficit vivrier. Il a donc été recommandé aux gouvernements des pays à faible couvert forestier de renforcer, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la FAO, le Secrétariat du Processus de Téhéran et de favoriser une participation active de ses États membres.
- La Commission a approuvé le rapport du Groupe de travail sur l'aménagement de la faune sauvage et des aires protégées, notamment les recommandations:
  - i) demandant à la FAO d'aider les pays concernés à élaborer des stratégies et des approches communes pour résoudre de manière plus efficace les problèmes posés par les mouvements transfrontières de la faune sauvage;
  - ii) demandant à la FAO et à d'autres institutions pertinentes de continuer à appuyer les efforts déployés afin d'élever des animaux sauvages, comme source de nourriture;
  - iii) demandant à la FAO et à d'autres organisations internationales et bilatérales pertinentes d'appuyer la coopération technique entre pays en développement pour ce qui concerne la gestion de la faune sauvage et des aires protégées;
  - iv) demandant à la FAO et à d'autres partenaires d'aider à résoudre les conflits entre les populations humaines et la faune sauvage et de faire de cette question le thème du prochain séminaire en cours de session ;
  - v) demandant à la FAO de prendre les mesures appropriées pour mettre effectivement en œuvre la requête de longue date faite par la Commission concernant l'établissement d'un poste de Fonctionnaire chargé de la faune sauvage au Bureau régional pour l'Afrique.
- La Commission a recommandé à la FAO de continuer à appuyer la coopération en matière de lutte contre les incendies de forêt et notamment à poursuivre et à achever son programme visant à convoquer une réunion ministérielle sur les forêts, y compris les incendies de forêt, à l'occasion de la dix-septième session du Comité des forêts (COFO), en 2005.
- La Commission, notant les différentes initiatives internationales, régionales et sous-régionales concernant la gestion des ressources en eau et l'existence d'un certain nombre d'organisations s'occupant de bassins versants, a recommandé que les pays, la FAO et d'autres partenaires oeuvrant dans ce secteur tiennent compte de cet état de fait et coopèrent avec lesdites organisations, en incorporant comme il se doit leurs données d'expérience et leurs contributions potentielles.
- Les participants se sont déclarés préoccupés par la faible priorité initialement accordée aux forêts dans le PDDAA et par le manque de liens apparents entre le PDDAA et l'Initiative sur l'environnement menée par le PNUE. La Commission a recommandé que la FAO, en collaboration avec le Secrétariat du NEPAD et le PNUE, prennent des mesures afin d'harmoniser ces deux initiatives.

## INTRODUCTION

1. La quatorzième session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique s'est tenue à Accra (Ghana) du 18 au 21 février 2004, à l'aimable invitation du Gouvernement ghanéen. Étaient présents 83 représentants de 29 États Membres et États observateurs, et de quatre institutions des Nations Unies. Des observateurs de 22 organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales ont également assisté à la session. On trouvera une liste complète des participants à l'*Annexe B*.

2. La FAO était représentée par M. El Hadji Sène, Directeur de la Division des ressources forestières du Département des forêts. M. Pape Djiby Koné, Forestier régional principal du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, a fait office de Secrétaire.

3. La cérémonie d'inauguration a été présidée par M. Daniel Adzei Bekoe, membre du Conseil d'État du Ghana, qui a fait une déclaration forte sur les problèmes forestiers de l'Afrique et sur la nécessité pour la Commission d'y trouver des solutions. Le Ministre régional pour la région métropolitaine d'Accra, Son Excellence M. I.C. Quaye, a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié la FAO et la Commission d'avoir choisi le Ghana et Accra pour cette session. Il a évoqué les efforts déployés localement pour reverdir la région métropolitaine d'Accra et a souligné à ce propos l'importance de toutes les zones boisées. Son allocution de bienvenue a été suivie par une déclaration prononcée par le Ministre des terres et des forêts, Son Excellence M. Dominic K. Fobih, qui a souligné à quel point le Ghana se félicitait d'avoir pu accueillir la quatorzième session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique. Il a donné une vue d'ensemble des priorités du Ghana dans le domaine forestier et a souligné la nécessité d'une coopération plus étroite entre les pays africains pour les questions forestières d'intérêt commun.

4. La déclaration de la FAO a été prononcée par M. El Hadji Sène, au nom du Sous-Directeur général chargé du Département des forêts, M. Hosny El-Lakany. Il a remercié, au nom de la FAO, le gouvernement du Ghana et le Ministre ghanéen des terres et des forêts pour avoir accepté dans les délais les plus brefs l'invitation à accueillir la quatorzième session de la Commission et pour avoir fourni toutes les installations nécessaires à son bon déroulement. Il a mentionné les résultats de la seizième session du Comité des forêts (COFO) de la FAO, qui avait vivement recommandé de renforcer les Commissions régionales des forêts et d'intégrer leurs débats aux travaux du Comité des forêts.

5. Le Vice-Président de la République du Ghana, Son Excellence M. Alhadji Aliu Mahama, a prononcé la déclaration d'ouverture. Avant de déclarer officiellement ouverte la quatorzième session de la Commission, le Vice-Président a souligné la nécessité d'un enseignement à caractère général concernant les fonctions écologiques des forêts ainsi que les biens et services qu'elles fournissent. Il a souligné que la gestion durable des forêts était un élément essentiel si l'on voulait apporter un appui aux communautés rurales du continent africain sur le plan social et économique. Le Vice-Président s'est en outre déclaré préoccupé par les nombreuses menaces pesant sur les forêts africaines et a estimé que la gestion durable des forêts devrait être considérée comme une partie intégrante des stratégies nationales d'ensemble.

## ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1)

6. L'ordre du jour provisoire figurant dans le document FO:AFWC/2004/1 (*Annexe A*), a été adopté. La liste des documents présentés à la session figure à l'*Annexe C*.

## ÉLECTION DU BUREAU (Point 2)

7. Conformément aux dispositions des Articles II-1 et II-5 de son Règlement intérieur, la Commission a élu le Président, trois Vice-Présidents et un Rapporteur. La composition du Comité exécutif est la suivante:

Président:	M. A.S.K.Boachie-Dapaah (Ghana)
Vice-Présidents:	M. Fidy José Andriamananoro (Madagascar)
	M. Saïd Helal (Tunisie)
	M. Madrate Nakala Oreste (Mozambique)
Rapporteur:	M. Pierre Gaba-Mano (République centrafricaine)

## SITUATION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE DANS LA RÉGION: POINTS SPÉCIFIQUES SOULIGNÉS PAR L'ÉTUDE PROSPECTIVE DU SECTEUR FORESTIER EN AFRIQUE (FOSA) (Point 3)

8. Les délais étant trop courts pour permettre la préparation des rapports nationaux habituels, le Secrétariat a rédigé la note FO:AFWC/2004/2 qui mettait en évidence les perspectives des forêts et de la faune sauvage en Afrique sur la base des résultats de l'Étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA). Cette étude identifiait divers défis relatifs aux forêts et à la faune sauvage en Afrique, notamment l'expansion de l'agriculture et la demande croissante de produits forestiers (bois de feu, viande de brousse, pharmacopée) qui, en l'absence d'une gestion durable, aboutissent inévitablement à une dégradation ultérieure des forêts et des terres. L'étude reconnaissait la contribution essentielle des forêts à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté, mais indiquait qu'en l'absence d'une gestion forestière durable, le commerce des produits forestiers aboutirait à coup sûr à une perte ultérieure du couvert forestier et à des conflits relatifs aux ressources. Cette étude identifiait des possibilités à l'échelle nationale grâce à la décentralisation et aux approches participatives, et à l'échelle régionale, grâce aux initiatives du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), et notamment le Programme sur l'environnement et le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Des caractéristiques sous-régionales essentielles identifiées par l'Étude ont été mises en évidence pour illustrer la diversité et les spécificités. La Commission a noté le suivi des recommandations de FOSA par la FAO, la Banque africaine de développement (BAfD) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) par l'intermédiaire de missions conjointes aux organisations sous-régionales effectuées ou à effectuer. Ces missions conjointes devraient aider les organisations sous-régionales à identifier des programmes appropriés en vue de la possibilité d'un soutien financier.

9. La Commission a reconnu les avantages que procurent la tendance à la décentralisation, la participation communautaire et la production et le commerce non structurés, et elle a recommandé que des politiques et actions appropriées soient adoptées pour redynamiser les administrations forestières de façon qu'elles puissent jouer leur rôle essentiel de supervision et de régulation.

10. Le double rôle des forêts et des arbres en tant que ressources écologiques, sociales et économiques a également été noté. Les participants ont donc recommandé que ces fonctions soient prises en compte et ils ont demandé à la FAO, au Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), au Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF), à l'Organisation africaine du bois (AOB) et à l'Académie africaine des sciences (AAS) à travers le Réseau africain de recherches forestières (AFORNET), d'élaborer des méthodologies et des études de cas pour évaluation et pour habilitation des services économiques et environnementaux des forêts dans le contexte africain. Ceci mettra en relief l'influence économique des forêts et renforcera la priorité sur le plan politique qui lui est donnée.

11. Étant donné l'importance du secteur non structuré dans les économies nationales de la plupart des pays africains, la Commission a recommandé que les politiques des gouvernements fournissent un environnement propice à son amélioration.



12. La Commission a accueilli avec plaisir la présence, parmi les délégués, d'un certain nombre de forestiers africains de sexe féminin, ainsi que celle du Réseau des femmes africaines pour le développement durable (REFADD). Elle a recommandé à la FAO et à d'autres organisations internationales d'aider les pays à renforcer la place et le rôle des femmes dans le secteur forestier de la région.

**EXAMEN DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME ORDINAIRE ET DU PROGRAMME DE TERRAIN DE LA FAO, Y COMPRIS LE SUIVI DES REQUÊTES ET DES RECOMMANDATIONS DE LA TREIZIÈME SESSION DE LA COMMISSION (Point 4)**

13. La note du Secrétariat FO: AFWC/2004/3 mettait en évidence les activités exécutées par la FAO en Afrique pendant les deux années écoulées. Un accent particulier était mis sur les activités normatives concernant les pratiques de gestion forestière durable, les ressources génétiques forestières, les critères et indicateurs d'une gestion durable des forêts, les forêts, les montagnes et l'eau, et la recherche et l'enseignement forestiers.

14. Pendant la même période, le programme de terrain de la FAO en Afrique a axé l'essentiel de ses efforts sur l'élaboration d'un Code régional de réduction des effets de l'exploitation, sur la gestion intégrée des bassins versants dans le Fouta Djallon, sur l'Initiative relative aux forêts d'Afrique centrale faisant partie du patrimoine mondial, sur le Programme régional *Acacia* à l'appui de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté, ainsi que sur l'atténuation de la dégradation des sols dans les pays sahéliens.

15. Le Secrétariat a également eu le plaisir d'annoncer qu'il avait été donné suite comme il convenait à toutes les demandes et recommandations de la treizième session de la Commission.

16. Outre ce document, un bref exposé sur le contexte et les perspectives du Secrétariat du Processus de Téhéran sur les pays à faible couvert forestier a été présenté par le Secrétaire du Processus de Téhéran.

17. La Commission a reconnu l'importance particulière des forêts et des ressources forestières dans les pays d'Afrique à faible couvert forestier, dont la plupart sont également des pays à faible revenu et à déficit vivrier. Il a donc été recommandé aux gouvernements des pays à faible couvert forestier de renforcer, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la FAO, le Secrétariat du Processus de Téhéran et de favoriser une participation active de ses États membres. La Commission a noté la requête de la part du Secrétaire du Processus de Téhéran pour que les points centraux de la Commission agissent aussi, quand nécessaire, comme points centraux de ce Processus.

18. La Commission a pris note du déclin des investissements dans le domaine de la recherche et de l'enseignement forestiers. Ce déclin a un impact fortement négatif sur la capacité de l'aménagement forestier et sa contribution au développement rural et à la réduction de la pauvreté. La Commission a recommandé que la stratégie et les ressources pouvant servir à augmenter la qualité, la pertinence et les ressources destinées à la formation et à l'enseignement forestiers soient développées et mises en œuvre aux niveaux national, sous-régional et régional.

**RAPPORT DE LA QUINZIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'AMÉNAGEMENT DE LA FAUNE SAUVAGE ET DES AIRES PROTÉGÉES (Point 5)**

19. Le Secrétaire du Groupe de travail a présenté les résultats de la quinzième session du Groupe de travail sur la gestion de la faune sauvage et des aires protégées de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique (document FO :AFWC/WL/2004/REP). Ont participé à la session 28 délégués provenant de 16 pays et quatre organisations non gouvernementales (ONG). Quatorze pays ont présenté des rapports, oralement ou par écrit. Parmi les questions d'intérêt commun,

soulevées dans ces rapports, on peut citer notamment: la faiblesse des systèmes de mise en application des lois; la nécessité d'une refonte des politiques et d'une réforme juridique et institutionnelle; le niveau inadéquat des ressources financières destinées à appuyer la gestion de la faune sauvage et des aires protégées; les potentiel et opportunités que présenterait une participation du secteur privé à la gestion de la faune sauvage et des aires protégées, pour partager les responsabilités avec les États; et la solution des problèmes liés aux mouvements transfrontières de la faune sauvage.

20. La Commission a tenu un séminaire en cours de session sur l'analyse systématique des décisions concernant les problèmes relatifs à la viande de brousse. Cet exercice a permis de mieux comprendre la question et le Groupe de travail a formulé des observations et recommandations structurées.

21. La Commission a approuvé le rapport du Groupe de travail sur l'aménagement de la faune sauvage et des aires protégées, notamment les recommandations:

- i) demandant à la FAO d'aider les pays concernés à élaborer des stratégies et des approches communes pour résoudre de manière plus efficace les problèmes posés par les mouvements transfrontières de la faune sauvage;
- ii) demandant à la FAO et à d'autres institutions pertinentes de continuer à appuyer les efforts déployés afin d'élever des animaux sauvages, comme source de nourriture;
- iii) demandant à la FAO et à d'autres organisations internationales et bilatérales pertinentes d'appuyer la coopération technique entre pays en développement pour ce qui concerne la gestion de la faune sauvage et des aires protégées;
- iv) demandant à la FAO et à d'autres partenaires d'aider à résoudre les conflits entre les populations humaines et la faune sauvage et de faire de cette question le thème du prochain séminaire en cours de session ;
- v) demandant à la FAO de prendre les mesures appropriées pour mettre effectivement en œuvre la requête de longue date faite par la Commission concernant l'établissement d'un poste de Fonctionnaire chargé de la faune sauvage au Bureau régional pour l'Afrique.

#### **LA COOPÉRATION FORESTIÈRE RÉGIONALE ET SOUS-RÉGIONALE, INCLUANT LE COMMERCE DES PRODUITS FORESTIERS (Point 6)**

22. La Commission a examiné la note du Secrétariat portant la cote FO:AFWC/2004/4, qui présentait la question du renforcement de la coopération forestière régionale et sous-régionale, en insistant sur son potentiel et sur les conditions à remplir. Lors de l'examen de la question, les délégués ont examiné la nécessité de renforcer la coopération intrarégionale pour un certain nombre d'aspects liés aux forêts. Ils ont souligné que les organisations régionales et sous-régionales pouvaient jouer un rôle plus important dans la promotion des questions forestières à l'échelon régional. Ils ont également examiné le rôle que la Commission devrait jouer à l'avenir.

23. Les délégués ont estimé que, dans un certain nombre de domaines, il serait possible de développer une coopération régionale de fond, en créant des synergies et en réduisant les chevauchements d'efforts. L'idée consistant à identifier des institutions particulièrement avancées dans des domaines spécifiques et à les reconnaître comme centres d'excellence a été examinée et il a été jugé utile d'en promouvoir l'adoption.

24. Les pays de la région doivent améliorer leur coopération et arriver à une analyse et à une position communes lors de conférences ou de négociations portant sur des questions forestières. Cela exigerait des consultations et des discussions préliminaires, mais, souvent, les ressources nécessaires ne sont pas disponibles. On a souligné que la Commission avait notamment pour rôle d'encourager la participation et la contribution de l'Afrique aux processus internationaux sur les forêts et qu'il fallait renforcer la Commission, car elle était le seul forum régional sur les politiques forestières, à la disposition des pays et des organisations sous-régionales. La Commission a recommandé que des activités intersessions soient officiellement planifiées et réalisées pour donner suite aux

recommandations et faire progresser ses travaux. Elle a en outre recommandé que la FAO, par l'intermédiaire de la Commission et d'autres partenaires, fournisse un soutien accru pour faciliter la participation des délégations africaines à de grandes réunions sur les questions forestières ainsi que la préparation de positions clairement structurées.

25. En Afrique, le volume des échanges intrarégionaux de produits forestiers est limité. La Commission a reconnu les efforts déployés par certaines organisations sous-régionales, ainsi que les progrès déjà accomplis. Il reste toutefois un décalage entre les engagements politiques et les mesures concrètes prises pour encourager les échanges de produits forestiers. La Commission a recommandé que les organisations régionales et sous-régionales, notamment les groupements économiques, soient sensibilisés à la question et reçoivent un appui lorsqu'ils tentent de renforcer leur collaboration mutuelle, ainsi que la collaboration avec des partenaires internationaux comme la FAO, pour identifier des options et des produits adaptés aux échanges interafricains.

26. Les participants ont noté que les mêmes discussions avaient lieu sur un certain nombre de questions, donnant ainsi l'idée que peu de progrès avaient été réalisés, même si les évolutions intéressantes ne manquaient pas. La Commission a recommandé d'identifier les progrès accomplis (par exemple, recherche de l'excellence en matière d'aménagement durable des forêts), et de contrôler le suivi et la mise en application pour les principales questions, notamment: critères et indicateurs d'aménagement durable des forêts, processus de certification en Afrique, et exploitation forestière à impact réduit.

27. La question des ressources requises afin de financer de manière appropriée la coopération régionale et sous-régionale a été examinée et on a souligné la nécessité de trouver de nouveaux modes de financement originaux. La Commission a recommandé à la FAO de mettre à jour, d'étoffer et de diffuser la liste des organisations finançant le développement forestier, qui avait été préparée pour sa dixième session.

#### **Note d'information sur la coopération régionale pour les questions liées aux incendies de forêt**

28. La Commission a pris note avec satisfaction des informations concernant les activités entreprises par la FAO et d'autres partenaires sur les incendies de forêt (document FO:AFWC/2004/INF.5). Elle a pris note des recommandations importantes issues des délibérations du Sommet international sur les incendies de forêt, tenu à Sydney (Australie) en octobre 2003. Elle a recommandé de diffuser davantage les résultats du Sommet et invité instamment les pays à les incorporer dans leurs politiques et programmes de lutte raisonnée contre les incendies de forêt.

29. La Commission, reconnaissant que les incendies de forêt causent de graves dégâts sur le plan écologique, économique et humain, a encouragé ses membres à réévaluer et renforcer les engagements pris pour lutter contre les incendies de forêt et développer la coopération bilatérale, sous-régionale et régionale dans ce secteur. Elle a reconnu que les méthodes de lutte contre les incendies de forêt au niveau national doivent combiner éducation et vulgarisation pour appuyer la lutte raisonnée contre les incendies de forêt au niveau des communautés, et supposent l'existence d'une organisation et d'équipements appropriés aux niveaux local et national. La Commission a recommandé que les pays, la FAO et d'autres organisations partenaires appuient l'évaluation économique des dégâts de diverse nature causés par les incendies, notamment au moyen d'études de cas appropriées, pour aider à mieux faire prendre conscience de la nécessité de lutter contre ces incendies et à mobiliser un engagement politique.

30. La Commission a souligné l'importance des accords bilatéraux, régionaux et mondiaux relatifs aux incendies de forêt. Elle a recommandé à la FAO de continuer à appuyer la coopération en matière de lutte contre les incendies de forêt et notamment à poursuivre et à achever son programme visant à convoquer une réunion ministérielle sur les forêts, y compris les incendies de forêt, à l'occasion de la dix-septième session du Comité des forêts (COFO), en 2005.

---

**Rapport de l'Atelier régional FAO sur la mise en oeuvre des propositions d'action du GIF/FIF en Afrique**

31. Le Vice-Président a présenté le rapport de l'Atelier auquel ont participé 49 experts représentant des pays, des membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF), des organisations régionales et sous-régionales, le secteur privé et des organisations non gouvernementales.

32. Les participants à l'Atelier ont adopté plus de 30 recommandations, principalement adressées aux pays, sur les questions suivantes:

- i) mise en oeuvre des propositions d'action;
- ii) participation des pays africains au dialogue international sur les forêts;
- iii) renforcement de l'action régionale;
- iv) commerce des produits forestiers et aménagement durable des forêts (mise en oeuvre des propositions);
- v) remise en état des terres forestières dégradées (mise en oeuvre des propositions).

33. On trouvait parmi les principales recommandations une invitation à renforcer les organisations sous-régionales de façon à ce qu'elles puissent mieux aider les pays à mettre en oeuvre les propositions. Dans certaines sous-régions, il convient de rationaliser et d'harmoniser les nombreuses initiatives en cours. Les participants ont également souligné que les processus internationaux devaient fournir leurs propres moyens de mise en oeuvre et diffuser des informations sur les résultats obtenus. Plusieurs recommandations invitaient la FAO, en collaboration avec d'autres partenaires, à continuer à appuyer et faciliter la mise en oeuvre des propositions au niveau national.

34. L'Atelier a recommandé que la Commission soit une tribune pour un intense dialogue régional sur les politiques forestières, y compris pour se préparer aux prochaines réunions organisées au niveau mondial, pour définir une position commune de l'Afrique lors de la cinquième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF-5), et enfin pour mettre en commun des expériences en matière de mise en oeuvre des propositions.

35. La représentante du Secrétariat du FNUF, dans ses observations, a indiqué que la quatrième session du FNUF se tiendrait du 3 au 14 mai 2004 à Genève (Suisse) et elle a invité la Commission à présenter à cette occasion les résultats de sa session, lors d'une séance spéciale intitulée « La journée de l'Afrique ». La Commission a souhaité qu'une grande participation de la part des pays africains soit facilitée.

36. La Commission a approuvé le rapport de l'atelier (*Annexe E*).

**LES FORÊTS ET L'EAU EN AFRIQUE, LEURS LIENS AVEC LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ (Item 7)**

37. Cette question a été présentée sur la base du document FO:AFWC/2004/5, qui soulignait le rôle fondamental des forêts dans l'aménagement et l'utilisation durables des ressources en terres et, surtout, des ressources en eau. C'est en se référant directement à l'expérience africaine que l'on a expliqué la nécessité de se concentrer sur les questions relatives à l'eau et que l'on a illustré le rôle des forêts et des bassins versants boisés. On a souligné les réalisations et les lacunes dans ce domaine, ainsi que les questions émergentes.

38. La Commission a accueilli très favorablement la note du Secrétariat et s'est félicitée de l'entité de programme consacrée aux forêts et à l'eau douce qui venait d'être créée par la FAO. La Commission a souligné à quel point il importait, pour des raisons stratégiques, de documenter et d'évaluer les services environnementaux des forêts, notamment au niveau de l'eau, et a recommandé que la FAO fournisse des informations et réalise des études de cas sur cette question. Elle a souligné la nécessité d'améliorer et de promouvoir, en montrant le bien-fondé, les synergies et les liens entre

les différents secteurs pour des questions liées à la gestion des ressources en eau, notamment avec la Conférence ministérielle africaine sur l'eau.

39. La Commission s'est déclarée préoccupée des effets négatifs possibles des grandes plantations forestières de certaines espèces, qui risquaient d'épuiser la nappe phréatique. Elle a recommandé que la FAO prépare d'autres documents sur la question du rôle, du potentiel et des contraintes que présentent les plantations forestières, en particulier en ce qui concerne l'équilibre des ressources en eau, et diffuse à ce sujet des informations équilibrées et solidement étayées.

40. La Commission a souligné la nécessité de renforcer les capacités pour achever comme il se doit la réalisation de programmes d'aménagement des bassins versants et a évoqué l'importance de la formation ainsi que de l'appui à des programmes appropriés de vulgarisation. De tels programmes devaient être conçus de façon véritablement intégrée pour que les activités relatives aux forêts et à l'eau douce ne soient pas exécutées de manière isolée.

41. La Commission, notant les différentes initiatives internationales, régionales et sous-régionales concernant la gestion des ressources en eau et l'existence d'un certain nombre d'organisations s'occupant de bassins versants, a recommandé que les pays, la FAO et d'autres partenaires oeuvrant dans ce secteur tiennent compte de cet état de fait et coopèrent avec lesdites organisations, en incorporant comme il se doit leurs données d'expérience et leurs contributions potentielles.

#### **SÉMINAIRE EN COURS DE SESSION : LA PLACE DES FORÊTS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU NEPAD (Item 8)**

42. Ce point a été présenté sur la base de la note du Secrétariat portant la cote FO:AFWC/2004/6; les participants ont également été invités à prendre connaissance d'un projet de Chapitre forestier préparé par la FAO, à la demande du Secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), pour insertion dans le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), projet qui était accompagné d'une note récapitulative.

43. La présentation a décrit, à partir de l'Étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA), l'évolution des deux initiatives du NEPAD concernant les forêts - le Plan d'action sur l'environnement et le PDDAA - et a mis en lumière les interventions prioritaires, en citant, à titre indicatif, un budget annuel de 3,9 milliards de dollars EU. Les discussions et recommandations du Bureau lors des deux réunions tenues entre les sessions ont également été mentionnées.

44. Les participants se sont déclarés préoccupés par la faible priorité initialement accordée aux forêts dans le PDDAA et par le manque de liens apparents entre le PDDAA et l'Initiative sur l'environnement menée par le PNUE. La Commission a recommandé que la FAO, en collaboration avec le Secrétariat du NEPAD et le PNUE, prennent des mesures afin d'harmoniser ces deux initiatives.

45. Il n'a pas été possible de fournir à la Commission une vue d'ensemble des incidences budgétaires du PDDAA car celles-ci étaient chiffrées de façon globale. Il a donc été recommandé à la FAO de fournir une ventilation plus détaillée, assortie de notes explicatives sur les coûts estimatifs des activités proposées, qui devrait être présentée sur une base sous-régionale afin de permettre aux organisations économiques sous-régionales d'identifier leurs incidences pour leurs membres.

46. Il a également été suggéré, au niveau de la présentation, de répartir directement le budget prévu pour les activités forestières entre les quatre piliers du NEPAD au lieu de le présenter de façon isolée, et d'établir une différence entre fonds nationaux et fonds des donateurs lorsque l'on indique des sources potentielles de financement. Des débats ont eu lieu sur la source et la nature des investissements privés et sur l'importance des agriculteurs et du secteur informel en tant qu'investisseurs.

47. La Commission a recommandé à la FAO de faire en sorte que les activités portant sur la dendroénergie et sur la recherche forestière soient bien structurées et assorties de ressources budgétaires. Alors que la présentation avait souligné le rôle positif des activités forestières informelles telles que la production et le commerce de bois de feu en tant que facteur contribuant à la réduction de la pauvreté, un contre-exemple graphique a été présenté, illustrant le cas du Soudan, où la substitution du bois de feu par le pétrole et le gaz liquide depuis 1999 avait eu de graves retombées économiques négatives pour les ménages qui tiraient de ces activités leur emploi et leur revenu.

48. La Commission a noté qu'il y avait encore un manque de consultation dans la préparation du Chapitre forestier. Elle a recommandé que la FAO, ainsi que le Secrétariat du NEPAD, devraient renforcer l'interaction et la consultation dans les dernières phases de préparation du Chapitre forestier. Elle a ensuite recommandé que les participants et observateurs continuent à recueillir des observations sur le Chapitre et transmettent les informations obtenues en retour à la FAO, qui porterait ces observations à la connaissance du Secrétariat du NEPAD.

### **Déclarations d'organisations**

49. Après l'examen du point 8, le Secrétariat a invité les organisations présentes à faire de brèves déclarations; les organisations ci-après ont pris la parole:

Académie africaine des sciences (AAS)  
 Association interafricaine des industries forestières (IFIA)  
 Association internationale des forestiers francophones (AIFF)  
 Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD)  
 Banque africaine de développement (BafD)  
 Centre mondial pour la recherche en agroforesterie (CIRAF)  
 Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS)  
 Commission européenne des forêts (CEF)  
 Commission des forêts pour le Proche-Orient (CFPO)  
 Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC)  
 Conférence des Ministres chargés des forêts de l'Afrique centrale (COMIFAC)  
 Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF)  
 Organisation africaine du bois (OAB)  
 Organisation pour la conservation de la faune sauvage africaine (OCFSA)  
 Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT)  
 Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)  
 Réseau des femmes africaines pour le développement durable (RFADD)  
 Secrétariat des pays à faible couvert forestier (LFCC)  
 Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)

### **QUESTIONS CLÉS DÉCOULANT DES RÉUNIONS PARALLÈLES ET DES RÉUNIONS SATELLITES**

50. Quatre réunions parallèles et deux réunions satellites ont été tenues durant la session. Les questions clés découlant de ces réunions figurent ci-après.

#### **Réunion parallèle 1: Recherche et formation forestières en Afrique: Défis et opportunités**

51. La réunion parallèle sur la recherche et l'enseignement forestiers a été facilitée par le Professeur August Temu (CIRAF) et M. Atse Yapi (IUFRO-PSPD et FORNESSA). Par contrainte de temps, il n'a pas été possible de présenter des exposés extensifs, mais plutôt les éléments essentiels des principaux programmes et problèmes, en insistant sur les points de discussion suivants:

- L'enseignement technique forestier en Afrique est en train de disparaître. Le résultat est que la recherche forestière est affectée de manière défavorable en termes de manque de "masse

critique” de scientifiques dans les institutions nationales de recherche forestière prises individuellement.

- Trop peu de possibilités d’enseignement de troisième cycle, couplées à l’isolement des institutions de formation ainsi que de leurs homologues dans la recherche.
- Il est utile de s’intéresser à l’harmonisation sub-régionale des programmes de recherche et d’enseignement, avec une spécialisation possible par institutions ainsi que par sous-régions écologiques.
- L’impact de la pandémie du HIV/SIDA nécessite une attention urgente et sérieuse.

52. Des discussions animées ont suivi les exposés. Elles ont souligné le rôle crucial de la recherche et de l’enseignement comme les instruments par excellence de production des technologies et des informations scientifiques nécessaires pour l’accomplissement de l’aménagement durable des forêts et donc pour le développement durable sur le continent.

53. Sur la base de leurs contributions, les principaux partenaires tels que la FAO et l’IUFRO ont été encouragés à continuer d’apporter leur précieux appui au renforcement des capacités de recherche ainsi qu’au développement et à la dissémination des informations, en particulier celles qui sont disponibles par le biais des média électroniques. Enfin, la réunion a fait les deux recommandations importantes suivantes:

- La FAO, en collaboration avec ses principaux partenaires tels que l’IUFRO, devrait continuer d’apporter son précieux appui à la recherche forestière et à la mise en réseau en Afrique.
- Les sessions futures de la Commission devraient faire figurer de manière permanente dans leur agenda les questions liées à la recherche et à la formation en foresterie.

### **Réunion parallèle 2: Code régional de pratique pour la réduction de l’impact de l’exploitation forestière en Afrique centrale et de l’Ouest**

54. L’objet de cette réunion parallèle était d’informer les participants à propos du Code régional de pratique, lancé lors du Congrès forestier mondial à Québec, Canada, en septembre 2003, et de recevoir des observations à ce sujet. Des copies du Code ont été mises à disposition en anglais et en français, et une Note d’information a été distribuée pour faciliter la discussion.

55. Les participants ont été informés que le développement du Code régional a impliqué la consultation de nombreuses organisations concernées par l’aménagement et l’exploitation des forêts tropicales humides en Afrique, ainsi qu’une étude et une analyse extensives. Le processus incluait des études de cas dans quatre pays (République centrafricaine, Gabon, Ghana et Congo) ainsi qu’un atelier régional tenu au Gabon en 2003.

56. Le Code régional est envisagé comme un ensemble non obligatoire de directives et de références pour une meilleure exploitation, applicable à tous les pays d’Afrique centrale et de l’Ouest ayant des forêts tropicales humides. Il est essentiellement destiné à servir de référence pour les pays africains qui envisagent l’adoption ou la révision de leurs propres codes nationaux de pratique d’exploitation forestière. En termes pratiques, ces codes sont jugés nécessaires pour promouvoir les pratiques d’exploitation qui amélioreront les normes d’utilisation, réduiront les impacts environnementaux, et assureront ainsi que les forêts seront aménagées de manière durable.

57. La réaction des participants fut positive et constructive. La sensibilisation a été bien accueillie et il a été suggéré qu’elle soit étendue aux écoles techniques et institutions de recherche. Les institutions de recherche ont également été appelées à inclure l’impact de l’exploitation forestière dans leurs programmes.

58. Des doutes ont été exprimés sur le fait que les exploitants plus petits et/ou informels seront intéressés pour supporter des coûts sur une base volontaire en introduisant ces codes dans leurs activités. Une certaine déception a été exprimée sur le fait que le Code régional n’était destiné qu’à être éthique et consultatif plutôt que juridique. En outre, il a été rappelé aux participants que d’autres

secteurs (par exemple l'exploitation minière) non couverts par le Code régional ont un impact plus défavorable que l'exploitation forestière sur les forêts.

59. Il a été noté que la portée du Code régional est limitée à la production ligneuse, même si les principes généraux pertinents pour toutes les exploitations sont couverts. Les participants à la réunion ont déploré le fait que le Code ne mette pas l'accent sur les produits forestiers non ligneux qui sont exploités en volumes importants, de manière souvent non discriminatoire et avec des impacts graves sur la disponibilité et la durabilité des ressources. L'applicabilité à l'exploitation de combustibles ligneux et aux pays "pauvres en forêts", tels que les membres de l'initiative pour les pays à faible couvert forestier, a été reconnue par les participants, et ils ont encouragé l'adoption des principes du Code dans tous les pays africains.

### **Réunion parallèle 3: Stratégie de plateforme pour le soutien de la FAO aux forêts du Bassin du Congo**

60. La question a été présentée par M. El Hadji Sène, Directeur de la Division des ressources forestières du Département des forêts de la FAO. Les forêts du bassin du Congo constituent les seconds plus grands blocs forestiers consécutifs du monde. Elles représentent une immense réserve de diversité biologique et un actif économique considérable. Elles sont essentielles pour les moyens d'existence de millions de personnes relativement pauvres. Elles représentent de grands défis quant à leur aménagement, en particulier pour la conservation de leur diversité biologique. Un certain nombre d'initiatives ont marqué les six dernières années, impliquant les gouvernements nationaux dans la région mais également de nombreux partenaires. Le lancement de la Conférence sur les écosystèmes des forêts denses humides d'Afrique centrale (CEFDHAC), le Sommet de Yaoundé sur les forêts du Bassin du Congo et le lancement ultérieur de la Conférence des Ministres chargés des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC), ainsi que le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo comptent parmi les initiatives les plus marquantes.

61. La FAO, dans le but d'apporter un soutien efficace et approprié aux efforts des pays intéressés, s'est lancée dans une réflexion sur une plateforme stratégique spécifique et son élaboration pour conduire et renforcer sa propre contribution à l'aménagement, à la conservation et au développement des forêts du Bassin du Congo. Cette plateforme est inspirée par la vision de la FAO d'un Bassin du Congo où les populations vivent et se développent en paix, et où l'immense bloc forestier d'Afrique centrale restera une ressource naturelle permanente, écologiquement équilibrée et fonctionnelle, conservant sa pleine vitalité, et servant les économies, sociétés et communautés forestières nationales de la sous-région. Elle se fonde sur les avantages comparatifs de l'Organisation. Elle sera seulement conduite par, et devra seulement répondre aux demandes et besoins des pays. Le processus a identifié quatre orientations stratégiques, dont: (i) de meilleures techniques de gestion et d'utilisation; (ii) un système d'information régional sur les ressources; (iii) le renforcement des approches et des acteurs pour l'utilisation des ressources; et (iv) un appui institutionnel et un cadre juridique.

62. Les participants à la discussion ont félicité la FAO pour l'initiative. Cette réponse aux besoins des nations de la sous-région était bienvenue et correspondait à ce que les pays attendaient de la FAO. La réunion a avalisé l'approche et encouragé la FAO à la poursuivre, en coopération et en partenariat avec d'autres acteurs dans la sous-région.

### **Réunion parallèle 4: Session d'information et d'échange sur les Programmes forestiers nationaux (pfn) en Afrique**

63. La FAO a présenté le concept, les principes fondamentaux et phases opérationnelles concernant les pfn. Dans les pfn, il est prévu d'utiliser toute la gamme des politiques, institutions et ressources pour l'aménagement durable des forêts (ADF). L'approche pfn est basée sur la direction des pays et un partenariat entre les intervenants. Le processus est dynamique et réceptif au changement. Aujourd'hui, le processus pfn est parvenu aux développements positifs suivants: reconnaissance de la contribution de l'ADF pour l'économie nationale et l'environnement; relation



accrue des pfn avec la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire; et participation des intervenants et mobilisation des ressources domestiques. Sur le plan des points négatifs, la capacité reste limitée pour aborder des questions intersectorielles, et pour mobiliser des ressources financières plus importantes. Il est également nécessaire d'améliorer la gouvernance, la responsabilité et la transparence et d'accroître l'appui politique au secteur.

64. La FAO offre divers instruments et initiatives pour renforcer les pfn. Les fonds et l'appui technique sont disponibles par le biais du Programme de coopération technique, le Programme de fonds fiduciaires et des Instruments de partenariat.

65. Instruments de partenariat. Le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux vise à soutenir l'ADF par la formulation et la mise en œuvre des pfn, en impliquant le gouvernement et les groupes ayant un intérêt légitime. Il peut également soutenir des initiatives mondiales d'aménagement. Il y a actuellement en Afrique 20 pays partenaires qui ont signé des Accords de partenariat avec le Mécanisme et dix autres en attente de l'approbation. De nombreux pays présents à la réunion ont mentionné qu'ils bénéficient effectivement du Mécanisme et que cela constitue un appui important pour rationaliser la formulation et la mise en œuvre des pfn. La FAO offre également une plateforme importante d'informations sur les pfn. En effet, on peut trouver en ligne les Mises à jour pfn qui fournissent des détails sur le statut des pfn dans les pays. Les pays participant à la réunion sont invités à fournir les informations les plus récentes sur les Mises à jour.

66. Les Synthèses pfn, également en ligne, fournissent des recueils de documents électroniques clés provenant d'experts en foresterie et de diverses organisations sur les pfn. Les questions abordées incluent la forêt et la pauvreté, la participation des intervenants et les systèmes de financement forestier. Un compendium CD-ROM sur les pfn est également disponible. La FAO a en outre préparé un Livre source sur le financement de l'aménagement durable des forêts (*Sourcebook on Funding Sustainable Forest Management*). Il contient des informations clés sur les agences et pays donateurs et divers organismes et autres sources de financement liés aux forêts.

67. Le principal problème soulevé par les délégués des pays membres au cours de la discussion était que le Mécanisme a été très utile pour les divers pays dans la mise en œuvre de leurs pfn et qu'ils recommandaient fortement que cet outil de partenariat très utile soit étendu à d'autres pays qui demanderont l'aide du Mécanisme.

### **Réunion satellite 1 : Questions commerciales auxquelles est confronté le secteur forestier africain**

68. L'événement a été organisé par l'Organisation africaine du bois (OAB), la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Association interafricaine des industries forestières (IFIA). Elles ont remarqué que la perception des importateurs, en particulier des Européens, est que l'exploitation ne respecte pas l'écologie des forêts tropicales humides en Afrique. Actuellement, les Européens consomment essentiellement du bois transformé alors que le marché asiatique est surtout intéressé par le bois rond. Ainsi, les pays africains doivent démontrer de manière urgente les progrès réalisés dans la mise en œuvre de leurs stratégies pour l'aménagement durable des forêts, en particulier l'exploitation du bois, afin d'améliorer leurs opportunités de marché à l'étranger. Pour appuyer les efforts des pays, l'OAB a développé une nouvelle stratégie; la BAfD fournit des subventions et des prêts, basant l'approbation des fonds sur les propositions des pays qui font preuve de durabilité dans l'aménagement forestier. La BAfD révisé également sa politique forestière et compte le faire de manière participative. L'IFIA aide à bâtir des partenariats de secteur privé.

69. Les principaux défis posés au commerce du bois africain sont: la création d'un environnement favorable pour attirer les investissements étrangers, la réduction des prélèvements douaniers pour relancer le commerce intrarégional et faciliter l'émergence d'un secteur privé plus dynamique dans les pays; l'amélioration de la transformation du bois pour plus de valeur et d'efficacité; et l'augmentation du recours à des espèces moins connues.

70. Les participants ont recommandé que la FAO rassemble les représentants des pays producteurs africains, les opérateurs de la transformation et de l'exploitation du bois et les institutions financières afin de discuter des solutions pour relancer le commerce des produits forestiers en Afrique.

### **Réunion satellite 2 : Leçons apprises des expériences sur l'aménagement durable des forêts en Afrique**

71. Cette réunion satellite a fait le compte rendu des "Leçons apprises sur l'aménagement durable des forêts en Afrique", projet entrepris conjointement par l'Académie africaine des sciences (AAS), la Suède et la FAO. L'AAS a opéré par le biais du Secrétariat et du Comité du Réseau africain de recherches forestières (AFORNET), de la Suède avec le Comité sur la foresterie internationale de l'Académie royale de l'agriculture et de la foresterie (KSLA), et la FAO par le biais de son Département des forêts. Le Ministère suédois des affaires étrangères a fourni un financement pour le projet.

72. La Commission a été informée que toutes les études commandées dans le cadre du projet visaient à identifier les questions et préoccupations les plus urgentes auxquelles l'Afrique devrait donner la priorité dans les processus internationaux tels que le FNUF et autres conventions et processus liés à l'environnement; et à produire les informations nécessaires pour améliorer la participation de l'Afrique dans ces processus internationaux liés aux forêts.

73. Les résultats de ces études ont été présentés sous forme de tableaux, montrant les principaux problèmes, les leçons apprises et les observations clés s'y rapportant à partir de chacune de ces questions. Les discussions qui ont suivi la présentation ont souligné l'importance de répertorier les leçons apprises sur l'ADF en Afrique. La réunion a observé que les résultats de l'initiative sont intéressants et pourraient éventuellement apporter une contribution significative à la prochaine réunion du FNUF en mai 2004 s'ils étaient présentés de manière plus systématique. La réunion a ainsi recommandé que l'équipe de projet s'efforce de présenter les résultats du projet d'une manière plus systématique et les soumette à la FAO pour une présentation au prochain round du FNUF.

### **QUESTIONS RÉGIONALES IDENTIFIÉES PAR LA COMMISSION À PORTER À L'ATTENTION DU COMITÉ DES FORÊTS (Point 9)**

74. La Commission a estimé que certaines de ses principales recommandations devraient être portées à l'attention de la prochaine session du Comité des forêts (COFO). Ces recommandations sont :

- Le double rôle des forêts et des arbres en tant que ressources écologiques, sociales et économiques a également été noté. Les participants ont donc recommandé que ces fonctions soient prises en compte et ils ont demandé à la FAO, au Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), au Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF), à l'Organisation africaine du bois (AOB) et à l'Académie africaine des sciences (AAS) à travers le Réseau africain de recherches forestières (AFORNET), d'élaborer des méthodologies et des études de cas pour évaluation et pour habilitation des services économiques et environnementaux des forêts dans le contexte africain.
- La Commission a reconnu l'importance particulière des forêts et des ressources forestières dans les pays d'Afrique à faible couvert forestier, dont la plupart sont également des pays à faible revenu et à déficit vivrier. Il a donc été recommandé aux gouvernements des pays à faible couvert forestier de renforcer, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la FAO, le Secrétariat du Processus de Téhéran et de favoriser une participation active de ses États membres.
- La Commission a approuvé le rapport du Groupe de travail sur l'aménagement de la faune sauvage et des aires protégées, notamment les recommandations:

- i) demandant à la FAO d'aider les pays concernés à élaborer des stratégies et des approches communes pour résoudre de manière plus efficace les problèmes posés par les mouvements transfrontières de la faune sauvage;
  - ii) demandant à la FAO et à d'autres institutions pertinentes de continuer à appuyer les efforts déployés afin d'élever des animaux sauvages, comme source de nourriture;
  - iii) demandant à la FAO et à d'autres organisations internationales et bilatérales pertinentes d'appuyer la coopération technique entre pays en développement pour ce qui concerne la gestion de la faune sauvage et des aires protégées;
  - iv) demandant à la FAO et à d'autres partenaires d'aider à résoudre les conflits entre les populations humaines et la faune sauvage et de faire de cette question le thème du prochain séminaire en cours de session ;
  - v) demandant à la FAO de prendre les mesures appropriées pour mettre effectivement en œuvre la requête de longue date faite par la Commission concernant l'établissement d'un poste de Fonctionnaire chargé de la faune sauvage au Bureau régional pour l'Afrique.
- La Commission a recommandé à la FAO de continuer à appuyer la coopération en matière de lutte contre les incendies de forêt et notamment à poursuivre et à achever son programme visant à convoquer une réunion ministérielle sur les forêts, y compris les incendies de forêt, à l'occasion de la dix-septième session du Comité des forêts (COFO), en 2005.
  - La Commission, notant les différentes initiatives internationales, régionales et sous-régionales concernant la gestion des ressources en eau et l'existence d'un certain nombre d'organisations s'occupant de bassins versants, a recommandé que les pays, la FAO et d'autres partenaires oeuvrant dans ce secteur tiennent compte de cet état de fait et coopèrent avec lesdites organisations, en incorporant comme il se doit leurs données d'expérience et leurs contributions potentielles.
  - Les participants se sont déclarés préoccupés par la faible priorité initialement accordée aux forêts dans le PDDAA et par le manque de liens apparents entre le PDDAA et l'Initiative sur l'environnement menée par le PNUE. La Commission a recommandé que la FAO, en collaboration avec le Secrétariat du NEPAD et le PNUE, prennent des mesures afin d'harmoniser ces deux initiatives.

#### **AUTRES POINTS (Article 10)**

75. La Commission a réitéré la recommandation faite à la FAO et aux organisations internationales de renforcer les organismes sous-régionaux et d'appuyer une meilleure coordination entre eux sur les questions liées à la foresterie et à la faune sauvage.

76. La Commission a été informée que la mise à jour de l'Évaluation des ressources forestières 2005 avait commencé. En vue de cet exercice, la plupart des pays ont désigné des points centraux qui ont participé en novembre 2003, à Rome, Italie, à un Atelier de formation. Des ateliers régionaux sont en train d'être organisés, y compris en Afrique – un pour les pays anglophones et un pour les pays francophones. La Commission a encouragé le soutien général à cet exercice, qui est essentiel pour assurer la collecte et le traitement des données de qualité dans leurs départements.

77. La Commission a en outre mis en évidence l'importance de son renforcement comme forum régional unique pour la concertation, la coopération et la coordination des efforts africains vers un développement durable de la foresterie. A cet égard ont été suggérées une large participation dans les activités intersessions et une forte collaboration des organismes sous-régionaux.

#### **DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Article 11)**

78. La Commission a noté et apprécié l'offre de la délégation du Mozambique d'accueillir sa quinzième session en 2006.

**ADOPTION DU RAPPORT** (Article 12)

79. Le projet de rapport a été adopté par la Commission avec quelques corrections et clarifications, qui sont reflétées dans ce rapport.

**ORDRE DU JOUR**

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Election du bureau
3. Situation des forêts et de la faune sauvage dans la Région: Points spécifiques soulignés par l'Étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA)
4. Revue des activités du Programme ordinaire et du Programme de terrain de la FAO, y compris le suivi des requêtes et des recommandations de la 13<sup>ième</sup> session de la Commission
5. Rapport de la quinzième session du Groupe de travail sur l'aménagement de la faune sauvage et des aires protégées (Accra, Ghana, 16-18 février 2004)
6. La coopération forestière régionale et sous-régionale, incluant le commerce des produits forestiers
7. Les forêts et l'eau en Afrique, leurs liens avec la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté
8. Séminaire en cours de session : La place des forêts dans la mise en œuvre du NEPAD
9. Questions régionales identifiées par la Commission à porter à l'attention du Comité des forêts (COFO)
10. Autres points à débattre
11. Date et lieu de la prochaine session
12. Adoption du rapport

**LISTE DES PARTICIPANTS**

Président :	A.S.K. Boachie-Dapaah (Ghana)
Vice-Présidents :	Fidy José Andriamananoro (Madagascar) Said Helal (Tunisie) Madrata Nakala Oreste (Mozambique)
Rapporteur :	Pierre Gaba-Mano (République centrafricaine)
Secrétaire :	Pape Djiby Koné (FAO)

**MEMBRES DE LA COMMISSION**

**AFRIQUE DU SUD**

Avhashoni Renny Madula  
Acting Deputy Director  
Forestry Policy and Strategy  
Ministry of Water Affairs and Forestry  
P/Bag X93  
Pretoria 0001  
Tel.: +27-12-3367383  
Fax.: +27-12-3366656  
E-mail: [1af@dwaf.pwv.gov.za](mailto:1af@dwaf.pwv.gov.za)  
[madular@dwaf.gov.za](mailto:madular@dwaf.gov.za)

Motsamai Nkosi  
Deputy Director, International Liaison  
Ministry of Water Affairs and Forestry  
P/Bag X313  
Pretoria 0001  
Tel.: +27-12-3367433  
Fax.: +27-12-3367276  
Mobile: +27-82-8034346  
E-mail: [nkosim@dwaf.gov.za](mailto:nkosim@dwaf.gov.za)

Janusz Zwolinski  
Head of Forestry  
P.O. Box 100281  
Scottsville, 3209  
Tel.: +27-33-3862314  
Fax.: +27-33-3868905  
E-mail: [zwolinskij@nu.ac.za](mailto:zwolinskij@nu.ac.za)

**BÉNIN**

Mahazou Ibrahima Gomina  
Directeur des forêts et des ressources  
naturelles (DFRN)  
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des  
pêches

B.P. 393, DFRN  
Cotonou  
Tel. : +229-336189  
Courriel : [forêt@bow.intnet.bj](mailto:forêt@bow.intnet.bj)

**BURKINA FASO**

Lassané Ouedraogo  
Directeur des parcs nationaux  
Réserves de faune et des chasses  
03BP 7044  
Ouagadougou 03  
Tel. : +226-356923/356971  
Fax. : +226-357458  
E-mail : [parcsnationaux@liptinfor.bf](mailto:parcsnationaux@liptinfor.bf)  
[ouedlass2002@yahoo.fr](mailto:ouedlass2002@yahoo.fr)

**CAMEROUN**

Kameni Roger Foteu  
Focal Point for IPF/II  
AFFI  
B.P. 1589  
Yaounde  
Tel. : +237-2201427  
Fax. : +237-2201427  
E-mail : [roger\\_foteu@yahoo.fr](mailto:roger_foteu@yahoo.fr)

Timothee Fonete-Nembot  
Regional Coordinator  
P.O. Box 30137  
Yaounde  
Tel. : +237-9936446  
Fax. : +237-2213512  
E-mail : [timfonete@yahoo.fr](mailto:timfonete@yahoo.fr)

## **CAP-VERT**

Luise Morais  
Directrice des services de sylviculture  
Ministère de l'environnement, de l'agriculture  
et des pêches  
B.P. 278  
Praia  
Tel. :+238-647539/41/47  
Fax. :+238-647543  
E-mail : [dgasp@cvtelecom.cv](mailto:dgasp@cvtelecom.cv)

## **CÔTE D'IVOIRE**

Assoa Adou  
Ministère des eaux et forêts  
20 BP 650  
Abidjan 20  
Tel. :+225-20-213650/202194  
Fax. :+225-20-210512

Yamani Soro  
Conseiller technique chargé des forêts  
Ministère des eaux et forêts  
20 BP 650  
Abidjan 20  
Tel. :+225-20-213650/202194  
Fax. :+225-20-210512

Denis Kouame Amani  
Directeur de la faune et des ressources  
cynégétiques  
Ministère des eaux et forêts  
20 BP 650  
Abidjan 20  
Tel. :+225-20-213650/202194  
Fax. :+225-20-210512

## **ÉGYPTE**

Ahmed Moustapha  
Third Secretary  
Embassy of Egypt  
21 Joseph Broz Tito Street  
Cantonment, Accra  
Tel.:+233-21-776854  
Fax.:+233-21-776795  
E-mail: [Boustaneaccra@hotmail.com](mailto:Boustaneaccra@hotmail.com)

## **ÉTHIOPIE**

Ababu Anage Zeleke  
Head, Ecosystem Department  
Environmental Protection Authority  
P.O. Box 12760

Addis Ababa  
Tel.:+251-1-464884  
Fax.:+251-1-464876  
E-mail : [esid@telecom.net.et](mailto:esid@telecom.net.et)

## **GHANA**

Yaw Ofori-Frimpong  
Executive Director  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box MB 239  
Accra  
Tel.:+233-21-664654/663155  
Fax.:+233-21-666476  
E-mail: [ofori-frimpong@wd.fcghana.com](mailto:ofori-frimpong@wd.fcghana.com)

Sampson Adjei  
Chief Director  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box M212  
Accra  
Tel.:+233-21-687303  
Fax. :+233-21-666801  
E-mail : [chief@mlf-gh.com](mailto:chief@mlf-gh.com)

Freduah Agyeman  
Technical Director  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box M212  
Accra  
Tel.:+233-21-687303  
Fax. :+233-21-666801  
E-mail : [fredua@mlf-gh.com](mailto:fredua@mlf-gh.com)

A.S.K. Boachie-Dappah  
Chief Executive  
Ghana Forestry Commission  
P.O. Box MB434  
N.4 3<sup>rd</sup> Ave. Ridge  
Accra  
Tel.: +233-21-221315  
Fax. :+233-21-220818  
E-mail : [forcom@forestrycommission.com](mailto:forcom@forestrycommission.com)

Joseph Cobbinah  
Director  
Forestry Research Institute of Ghana  
Ministry of Environment and Science  
Knusi Box 63  
Kumasi  
Tel.+233-51-60122  
Fax. :+233-51-60121  
E-mail : [jcobbinah@forig.org](mailto:jcobbinah@forig.org)

**Observateurs du Ghana**

John Kow Ofoo  
Executive Director  
Forest Services Division  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box 527  
Accra  
Tel. :+233-21-777023  
Fax. :+233-21-7772728  
E-mail : [jefoo@fsd.fcghana.com](mailto:jefoo@fsd.fcghana.com)

Kwabena Appiah-Kabi  
Assistant Director  
Ministry of Foreign Affairs  
Box M53  
Accra  
Tel. :+233-21-664953/2704  
E-mail : [nanakubi2@yahoo.com](mailto:nanakubi2@yahoo.com)

Victor Kwamé Agyeman  
Project Manager  
Ministry of Lands and Forestry  
Forest Plantation Development Centre  
Box 213  
Ejisu, Kumasi  
Tel. :+233-51-60121  
Fax. :+233-51-871004  
E-mail : [vagyeman@forig.org](mailto:vagyeman@forig.org)  
[victoragyeman@hotmail.com](mailto:victoragyeman@hotmail.com)

Ernest Lamptey  
Wildlife Division  
Forestry Commission  
P.O. Box M239  
Accra  
Tel. :+233-21-664654/662360  
Fax. :+233-21-666476  
E-mail : [lamptey@wd.fcghana.com](mailto:lamptey@wd.fcghana.com)

Oppon Sasu  
Business Planning Manager  
Forestry Commission  
Forestry Services Division  
P.O. Box 527  
Accra  
Tel. :+233-21-776145/6  
Fax. :+233-21-772728  
E-mail : [asasu@fsd.fcghana.com](mailto:asasu@fsd.fcghana.com)

Gytha Nuno  
Commissioner  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box 30420 KIA  
Accra  
Tel. :+233-21-230283  
Fax. :+233-21-230282  
E-mail : [decathlo@ghana.com](mailto:decathlo@ghana.com)

E.B. Noah  
Commissioner  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box KA 9454  
Accra  
Tel. :+233-20-2110057  
E-mail : [noah@africaonline.com.gh](mailto:noah@africaonline.com.gh)

(Mme) Vivian Nutu  
Wildlife Division  
Forestry Commission  
P.O. Box M239  
Accra  
Tel. :+233-21-664654  
Fax. :+233-21-666476  
E-mail : [nutu@wd.fc.ghana.com](mailto:nutu@wd.fc.ghana.com)

Moses Sam  
Wildlife Division  
Forestry Commission  
P.O. Box M239  
Accra  
Tel. :+233-21-664654  
Fax. :+233-21-666476  
E-mail : [sam@wd.fc.ghana.com](mailto:sam@wd.fc.ghana.com)

Robert Kofi Bamfo  
Director, Monitoring and Evaluation Unit  
Forestry Commission  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box M434  
Accra  
Tel. :+233-21-221315  
Fax. :+233-21-22-818  
E-mail : [robertbamfo@hq.fcghana.com](mailto:robertbamfo@hq.fcghana.com)

Thelma Adu-Gyamfi  
Assistant Director  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box M212  
Accra  
Tel. :+233-21-687324  
Fax. :+233-21-666801  
E-mail : [thelgyamfi@yahoo.com](mailto:thelgyamfi@yahoo.com)



Francis Sylvester Amoah  
Regional Manager  
Forestry Commission  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box 527, Accra  
Tel. :+233-21-776145  
Fax. :+233-21-772728  
E-mail : [fsamoah@fsd.fcghana.com](mailto:fsamoah@fsd.fcghana.com)

Patricia Dovi Sampson  
Assistant Director  
Ministry of Local Government and Rural  
Development  
Box MB50  
Accra Ghenci  
Tel. :+233-24-292133  
Fax. :+233-21-682008  
E-mail : [sampsonpatricia@hotmail.com](mailto:sampsonpatricia@hotmail.com)

Rexford Osei  
Director, Ministry of Environment and Science  
P.O. Box MB 232  
Accra  
Tel. :+233-21-670305  
Fax. :+233-21-666828  
E-mail : [mevt@ghana.com](mailto:mevt@ghana.com)

Moses Hensley Dukv  
Deputy Director  
Ministry of Environment and Science  
P.O. Box M232  
Accra  
Tel. :+233-21-666049  
Fax. :+233-21-666828  
E-mail : [mosesdukv@yahoo.com](mailto:mosesdukv@yahoo.com)

Philip Wilson Mensah  
Principal Personnel Officer  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box M212  
Accra  
Tel. :+233-21-687317  
E-mail : [pwmensah@yahoo.com](mailto:pwmensah@yahoo.com)

Emmanuel Tachie-Obeng  
Programme Officer  
Environmental Protection Agency  
P.O. Box M326  
Accra  
Tel. :+233-21-664697/8  
Fax. :+233-21-662690  
E-mail : [eobeng@epaghana.org](mailto:eobeng@epaghana.org)

Nii Amasah Namoale  
Assistant Director  
Ministry of Food and Agriculture  
Directorate of Crop Services  
P.O. Box M37  
Accra  
Tel. :+233-21-665066  
Fax. :+233-21-671715  
E-mail : [cropserv@ghana.com](mailto:cropserv@ghana.com)

Emmanuel Yaotse Djokotoe  
Member of the Board  
Forestry Commission  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box 9287 Airport  
Accra  
Tel. :+233-21-404205  
E-mail : [yaotse222@hotmail.com](mailto:yaotse222@hotmail.com)

Erasmus Owusu  
Executive Director  
Ghana Wildlife Society  
P.O. Box B252  
Accra  
Tel. :+233-21-665197  
Fax. :+233-21-670610

Emma Akyeabea  
Principal Records Supervisor  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box M212  
Accra  
Tel. :+233-21-687328  
E-mail : [akuaass@yahoo.com](mailto:akuaass@yahoo.com)

Joseph Osiakwan  
Planning Officer  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box MB212  
Accra  
Tel. :+233-21-687346  
Fax. :+233-21-666801  
E-mail : [osiakwan@mlf-gh.com](mailto:osiakwan@mlf-gh.com)

William Toffa  
Senior Budget Officer  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box M212  
Accra  
Tel. :+233-21-687325  
Fax. :+233-21-666801  
E-mail : [toffa@mlf-gh.com](mailto:toffa@mlf-gh.com)

Kingsford Anane  
Area Manager  
Ministry of Lands and Forestry  
Timber Industry Development Division  
Forestry Commission  
P.O. Box 283  
Takoradi  
Tel. :+233-31-24585/24100  
Fax. :+233-21-23788

Carl Fiati  
Ghana Environmental Protection Agency  
Ministry of Environment and Science  
P.O. Box M326  
Accra  
Tel. :+233-21-664697/8  
E-mail : [cfiati@epaghana.org](mailto:cfiati@epaghana.org)

Enoch Osei Mensah  
Planning Committee Member  
Office of the State Protocol  
P.O.Box 36, Accra  
Tel. :+233-21-660004

Eric Nana Odum  
Civil Servant  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box M212, Accra  
Tel. :+233-21-687328

Kwabena Tufuor  
Consulting Forester  
Tufuhene Forest Consult  
P.O. Box AT180  
Achimota, Accra  
Tel. :+233-20-8114417

Mensah Dennis Hadzi  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box MB212  
Accra  
Tel. :+233-21-666801  
E-mail: [dmensahhadzi@yahoo.com](mailto:dmensahhadzi@yahoo.com)

Suzanne Mbi Enoh-Arthur  
Moringa Oleifera Research Initiative  
Tafi Abuife, Volta Region  
C/o Bomarts Farms  
P.O. Box 124  
Nsawam  
Tel. :+233-20-8180449  
E-mail : [palmsoxford2001@yahoo.co.uk](mailto:palmsoxford2001@yahoo.co.uk)

## GUINÉE

Amadou Chérif Bah  
Chef de la Division Planification et  
Programme  
Ministère de l'agriculture et de l'élevage  
Direction nationale des eaux et forêts  
B.P. 624  
Conakry  
Tel. :+ 224-431099  
Fax. :+224-414387  
E-mail : [dfpn@sotelgui.net.gn](mailto:dfpn@sotelgui.net.gn)

Mamadou Dia  
Ingénieur des eaux et forêts  
Chef de Section Chasses et aires protégées  
Ministère de l'agriculture et de l'élevage  
Direction nationale des eaux et forêts  
B.P. 624  
Conakry  
Tel. :+ 224-260113  
Fax. :+224-414387  
E-mail : [madiag2@yahoo.fr](mailto:madiag2@yahoo.fr)

Mensah Dennis Hadzi  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box MB212  
Accra  
Tel. :+233-21-666801  
E-mail : [dmensahhadzi@yahoo.com](mailto:dmensahhadzi@yahoo.com)

## KENYA

Hewson Kabugi  
Forest Programme Coordinator  
Ministry of Environment, Natural Resources  
and Wildlife  
P.O. Box 40241  
Nairobi  
Tel. :+254-20-602345  
E-mail : [hkabugi@kws.org](mailto:hkabugi@kws.org)

## LIBÉRIA

Jangar S. Kamara  
Head, Concession Operations  
Forestry Development Authority (FDA)  
P.O. Box 10-3010  
1000 Monrovia 10  
Tel. :+377-47-518395  
E-mail : [Lygreene2002@yahoo.com](mailto:Lygreene2002@yahoo.com)

**MADAGASCAR**

Fidy José Andriamananoro  
Ex-Directeur général des eaux et forêts  
Ministère de l'environnement, des eaux et des forêts  
B.P. 243  
Antananarivo 101  
Tel. :+261-320-259301  
Courriel : [mefsi@dts.mg](mailto:mefsi@dts.mg)  
[fidi1\\_jose@yahoo.com](mailto:fidi1_jose@yahoo.com)

**MALAWI**

John Daniel Ngalande  
Deputy Director of Forestry  
Department of Forestry  
P.O. Box 30048  
Lilongwe 3  
Tel.:+265-1-771000  
Fax. :+265-1-774268  
E-mail : [mfssp@malawi.net](mailto:mfssp@malawi.net)

**MALI**

Mamadou Gakou  
Directeur national adjoint de la conservation de la nature  
Ministère de l'environnement  
B.P. 275  
Bamako  
Tel. :223-2233695/97  
Fax. :+223-2233696  
E-mail : [conservationnature@datatech.net.ml](mailto:conservationnature@datatech.net.ml)

**MAROC**

Mohamed Bezyane  
Chef de Division  
Ministère des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification  
Quartier administratif  
Chellah Rabat  
Rabat  
Tel. :+212-37-670097  
Fax. :+212-37-671031  
Courriel : [ddf@athena.online.co.ma](mailto:ddf@athena.online.co.ma)

Abdellah El Mastour  
Ingénieur en chef  
Chef du service des parcs et des réserves  
Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la lutte contre la désertification  
B.P. 605  
Rabat Chellah

Tel. :+212-37-671105  
Fax. :+212-37-672770  
Courriel : [elmastour@athena.online.co.ma](mailto:elmastour@athena.online.co.ma)

Nezha Alaoui M'Hammadi-Koné  
First Secretary and Deputy Head of Mission  
Embassy of Morocco  
1 Switchback Lane  
Accra  
Tel. :+233-21-775669

**MOZAMBIQUE**

Mandrate Nakala Oreste  
Head, Economics and Planning Department  
Ministry of Agriculture and Rural Development  
Praca Dos Herois Moçambicanos  
C.P. 1406  
Maputo  
Tel. :+258-1-460036  
Fax. :+258-1-460060  
E-mail : [mnakala@map.gov.mz](mailto:mnakala@map.gov.mz)

**NIGER**

Rahaman Laminou Attaou  
Directeur de l'environnement  
Ministère de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification  
B.P. 578, Niamey  
Tel. :+227-733329  
Fax. :+227-732784  
Courriel : [Direnv@intnet.ne](mailto:Direnv@intnet.ne)

Chaibou Mahaman  
Secrétaire chargée de l'environnement  
Ministère de l'hydraulique et de l'environnement  
Niamey  
Tel. :+227-724622  
Fax. :+227-724015  
Courriel : [mre@intnet.ne](mailto:mre@intnet.ne)

**NIGERIA**

S.O. Adekunle  
Permanent Secretary  
Federal Ministry of Environment  
Federal Secretariat  
Abuja  
Tel.:+234-9-5234119  
Fax.:+234-9-5234119

Emeka Chokos Okafor  
Assistant Director (Wildlife)  
Federal Ministry of Environment  
Federal Department of Forestry  
Abuja  
Tel.: +234-9-5232047  
Fax.: +234-9-3493864

Macarthy Afolabi Oyebo  
Director of Forestry  
Federal Ministry of Environment  
Federal Department of Forestry  
Abuja  
Tel.: +234-9-3144551/2  
Fax.: +234-9-3144552  
E-mail: [maoyebo@yahoo.co.uk](mailto:maoyebo@yahoo.co.uk)

Ebemezer Bola Olowosejeje  
Federal Ministry of Environment  
Abuja  
Tel.: +234-9-5234119  
Fax.: +234-9-5734119

#### **UGANDA**

(Mme) Eunice Nyiramahoro Duli  
Deputy Director Field Operations  
Ministry of Tourism, Trade and Industry  
P.O. Box 3530  
Kampala  
Tel.: +256-41-346287/8  
E-mail: [Eunice.mahoro@uwa.or.ug](mailto:Eunice.mahoro@uwa.or.ug)

Oluka-Akileng  
Commissioner for Forests, Forest Department  
Ministry of Water, Lands and Environment  
P.O. Box 1752  
Kampala  
Tel.: +256-41-251776  
Fax.: +256-41-251917  
E-mail: [oluka-Akileng@yahoo.com](mailto:oluka-Akileng@yahoo.com)

#### **RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Pierre Gaba-Mano  
Inspecteur central des eaux et forêts  
Ministère des eaux et forêts  
B.P. 830  
Bangui  
Tel.: +236-502673

Stévy Oyeu  
Directeur de la Faune  
Ministère des eaux et forêts  
Bangui  
Tel.: +236-505260  
E-mail: [liabastre@ifrance.com](mailto:liabastre@ifrance.com)

#### **RWANDA**

Claudien Habimana  
Directeur des forêts  
Ministère des terres, de l'environnement, des  
forêts, de l'eau et des ressources naturelles  
B.P. 3502  
Kigali  
Tel.: +250-82628  
Fax.: +250-82629  
Courriel: [habi\\_claudien@yahoo.fr](mailto:habi_claudien@yahoo.fr)

#### **SÉNÉGAL**

Matar Cisse  
Ingénieur des eaux et forêts  
Directeur des eaux, forêts, chasses et de la  
conservation des sols  
Ministère de l'environnement et de  
l'assainissement  
B.P. 1831, Hann Dakar  
Tel.: +221-8320628  
Fax.: +221-8320426  
Courriel: [cissematar@sentoo.sn](mailto:cissematar@sentoo.sn)  
[defccs@sentoo.se](mailto:defccs@sentoo.se)

Tidiane Guisse  
Ingénieur des travaux des Parcs nationaux  
Chef de la Division Gestion de la faune  
Inspection forestière de Tambacounda  
Ministère de l'environnement  
Dakar  
Tel.: +221-9811145  
Fax.: +221-9811145  
Courriel: [menv@sentoo.sn](mailto:menv@sentoo.sn)

Ndiawar Dieng  
Conseiller technique  
Ministère de l'environnement et de  
l'assainissement  
Parc Forestier de Hann  
P.O. Box 1831  
Dakar  
Tel.: +221-8890245  
Fax.: +221-8222180  
Courriel: [Ndiawar\\_dg@yahoo.fr](mailto:Ndiawar_dg@yahoo.fr)

(Mme) Ndèye Sene Thiam  
Chef de la Division aménagement et gestion  
des aires protégées  
Direction des parcs nationaux  
B.P. 5135 Parcs forestier et zoologique  
Ministère de l'environnement et de  
l'assainissement  
Dakar Hann  
Tel. :+221-8322311/8329309  
Fax.:+221-8322311

Courriel: [dpn@sentoo.sn](mailto:dpn@sentoo.sn)  
[Ndeyesebethiam2003@yahoo.fr](mailto:Ndeyesebethiam2003@yahoo.fr)

Pape Sall  
Consultant  
B.P. 17690  
Dakar  
Tel.:+221-8203510  
Fax.:+221-8203511  
E-mail: [papsal@refer.sn](mailto:papsal@refer.sn)

#### **SIERRA LEONE**

Hassan Richard Stevens Mohamed  
Director of Forests  
Ministry of Agriculture, Forestry and Food  
Security  
Youyi Building, Brookfields  
Freetown  
Tel.:+232-22-242036

#### **SOUDAN**

Abdelazim Mirghani Ibrahim  
General Manager  
Ministry of Agriculture and Forests  
Forestry National Cooperation  
P.O. Box 658  
Khartoum  
Tel.:+249-11-471575  
Fax.:+249-11-472659  
E-mail: [abdelazim\\_fnc@hotmail.com](mailto:abdelazim_fnc@hotmail.com)

Salwa Mansour Abdelhameed  
Director, Wildlife Research Center  
Ministry of Science and Technology  
Khartoum  
Tel./Fax.: 249-13-314798  
E-mail: [salwa39@hotmail.com](mailto:salwa39@hotmail.com)

Nagla Mahgoub Hamadain  
Forester  
Ministry of Agriculture and Forests

Forestry National Cooperation  
P.O. Box 658  
Khartoum  
Tel.:+249-11-471575  
Fax.:+249-11-471575  
E-mail: [nagla-fnc@yahoo.com](mailto:nagla-fnc@yahoo.com)

Hanadi Kamal El Din Ahmed  
Forester  
Ministry of Agriculture and Forests  
Forestry National Cooperation  
P.O. Box 658, Khartoum  
Tel.:+249-11-467654  
Fax.:+249-11-472659  
E-mail: [hanadi\\_yagoub@hotmail.com](mailto:hanadi_yagoub@hotmail.com)

#### **TANZANIE, RÉPUBLIQUE UNIE DE**

Rehemma Dawood Tibanyenda  
Assistant Director  
Wildlife Division  
Ministry of Natural Resources and Tourism  
P.O. Box 1994  
Dar-es-Salaam  
Tel.:+255-22-2866408  
Fax.:+255-22-2865836  
E-mail: [rhematiba@yahoo.co.uk](mailto:rhematiba@yahoo.co.uk)

#### **TOGO**

Yao Djiwonu Folly  
Directeur des Eaux et Forêts  
Ministère de l'environnement et des ressources  
forestières  
B.P. 355  
Lomé  
Tel.:+228-2214604  
Fax.:+228-2214604  
E-mail: [yfolly@yahoo.fr](mailto:yfolly@yahoo.fr)

#### **TUNISIE**

Said Helal  
Directeur  
Direction générale des forêts  
Ministère de l'agriculture, de l'environnement  
et des ressources hydrauliques  
30 rue Alain Savary  
1002 Tunis  
Tel.:+216-71-283727  
Fax.:+216-71-283727  
E-mail: [said.helal@francite.com](mailto:said.helal@francite.com)

**REPRÉSENTANTS DE PAYS NON MEMBRES DE LA COMMISSION**

**FINLANDE**

Veli Juola  
Counsellor  
Ministry of Foreign Affairs  
Embassy of Finland  
Box 2955  
Dar-es-Salaam, Tanzania  
Tel.: +255-22-2119170  
Fax.: +255-22-2119173  
E-mail: [veli.juola@formin.fi](mailto:veli.juola@formin.fi)

**REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET DE SES AGENCES SPÉCIALISÉES**

**COMMISSION EUROPÉENNE DES FORÊTS (CEF)**

Arvids Ozols  
Chairman of the Commission  
Deputy State Secretary  
Ministry of Agriculture  
Republikas lauk. 2  
Riga, Latvia  
Tel. : +371-7027201  
Fax. : +371-7027096  
E-mail : [arvids.ozols@zm.gov.lv](mailto:arvids.ozols@zm.gov.lv)

**FORUM DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS (FNUF)**

(Mme) Mia Soderlund  
Forest Policy Adviser  
Two UN Plaza  
United Nations, DC2-2276  
New York, N.Y. 10017, USA  
Tel. : +1-212-9633262  
Fax. : +1-917-3673186  
E-mail : [soderlund@un.org](mailto:soderlund@un.org)

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)**

Bai-Mass Taal  
Senior Programme Officer  
P.O. Box 47074  
Nairobi, Kenya  
Tel. :+254-2-20222669  
Fax. :+254-2-  
E-mail : [bai-mass.taal@unep.org](mailto:bai-mass.taal@unep.org)

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI)**

Antonios Levissianos  
Industriel Development Officer  
Vienna International Centre  
P.O. Box 300  
A-1400 Vienna, Austria  
Tel. :+43-1-26026  
Fax. :+43-1-2692669  
E-mail : [alevissianos@unido.org](mailto:alevissianos@unido.org)

Akmel Prosper Akpa  
UNIDO Country Representative  
Africa Field Representation  
Accra, Ghana  
Tel.:+233-21-782537  
Fax.:+233-21-773898  
E-mail: [akmel.p.akpa@undp.org](mailto:akmel.p.akpa@undp.org)

**OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**

**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAfD)**

Frank Simona Kufakwandi  
Principal Forestry Officer  
B.P. 323  
1002 Tunis Belvédère, Tunisia  
Tel.:+216-71103181  
Fax.:+216-71830587  
E-mail: [SKufakwandi@afdb.org](mailto:SKufakwandi@afdb.org)

**ORGANISATION AFRICAINE DU BOIS (OAB)**

Emile Mokoko Wongolo  
Secrétaire général  
B.P. 1077  
Libreville, Gabon  
Tel. :+241-243443  
Fax. :+242-734030  
Courriel : [oab-gabon@internetgabon.com](mailto:oab-gabon@internetgabon.com); [emilemwe@yahoo.fr](mailto:emilemwe@yahoo.fr)

E. Siisi-Wilson  
Technical Director (Forest Management Cert.)  
B.P. 1077  
Libreville, Gabon  
Tel.:+241-213712  
E-mail: [siisiwilson@yahoo.com](mailto:siisiwilson@yahoo.com)

**CONFÉRENCE DES MINISTRES CHARGÉS DES FORÊTS D'AFRIQUE CENTRALE (COMIFAC)**

Christophe Massudi Mayan Kenda  
Secrétaire exécutif  
B.P. 20.818  
Yaoundé, Cameroun  
Tel.:+237-2213510/11  
Fax.:+237-2213512  
E-mail: [se.comifac@iccnet.cm](mailto:se.comifac@iccnet.cm)

**ORGANISATION INTERNATIONALE DES BOIS TROPICAUX (OIBT)**

Collins Ahadome  
Information Officer  
International Organizations Center  
5F, Pacifico-Yokohama  
1-1-1, Minato-Mirai, Nishi-ku  
Yokohama 220-0012, Japan  
Tel.:+81-45-2231110  
Fax.:+81-45-2231111  
E-mail: [itto@itto.or.jp](mailto:itto@itto.or.jp)

**NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NEPAD)**

Hesphina Rukato  
Advisor on Environment  
NEPAD Secretariat  
P.O. Box 1234  
Halfway House  
Midrand 1685, South Africa  
Tel.:+27-11-3133338  
Fax.:+27-11-3133450

**SECRÉTARIAT DES PAYS À FAIBLE COUVERT FORESTIER (LFCCs)**

Jafari Mostafa  
Head of the Secretariat  
4 Shemshad Lane, Felestin St.  
Teheran  
Islamic Republic of Iran  
Tel.:+98-21-6497925  
Fax.:+98-21-6497926  
E-mail: [mostafajafari@libero.it](mailto:mostafajafari@libero.it)



**CENTRE INTERNATIONAL POUR LA RECHERCHE FORESTIÈRE (CIFOR)**

Michael Yemi Katerere  
Assistant Director-General  
P.O. Box 6596 JKPWB  
Jakarta 10065, Indonesia  
Tel.: +62-251-622622  
Fax.: +62-251-622100  
E-mail: [y.katerere@cgiar.org](mailto:y.katerere@cgiar.org)

**AUTORITÉ INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT (IGAD)**

Awad Abdel Rahim Mohamed  
Head, Agricultural Research  
P.O. Box 2653  
Djibouti, Republic of Djibouti  
Tel. : +253-354050  
Fax. : +253-356994/353520  
E-mail : [awad.abdelrahim@igad.dj](mailto:awad.abdelrahim@igad.dj)

**UNION INTERNATIONALE DES INSTITUTS DE RECHERCHES FORESTIÈRES (IUFRO)**

Atse Yapi  
Regional Coordinator – Africa  
C/o FAO Regional Office for Africa  
P.O. Box 1628  
Accra, Ghana  
Tel. : +233-21-675000  
Fax. : +233-21-668427  
E-mail : [Atse.Yapi@fao.org](mailto:Atse.Yapi@fao.org)

**ORGANISATION POUR LA CONSERVATION DE LA FAUNE SAUVAGE AFRICAINE (OCFSA)**

Philémon Selebague  
Secrétaire permanent  
B.P. 7104  
Yaoundé, Cameroun  
Tel. : +237-2313740  
Fax. : +237-2313741  
E-mail : [ocfsa@yahoo.fr](mailto:ocfsa@yahoo.fr)

**COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE AU SAHEL (CILSS)**

Bertrand Zida  
03 BP 7049  
Ouagadougou 03, Burkina Faso  
Tel.: +226-374125  
Fax.: +226-374132  
Courriel: [Bertrand.zida@cilss.bf](mailto:Bertrand.zida@cilss.bf)

**UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE (UEMOA)**

Malick Diallo  
Directeur de l'environnement  
01 BP 543  
Ouagadougou, Burkina Faso  
Tel. :+226-318873  
Fax. :+226-318872  
E-mail : [malick.diallo@uemoa.int](mailto:malick.diallo@uemoa.int)

**COMMUNAUTÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC)**

Lloyd Mubaiwa  
Senior Forestry Expert  
P.Bag 0095  
Gaborone, Botswana  
Tel. :+267-3951863  
Fax. :+267-3972848  
E-mail : [Lmubaiwa@sadc.int](mailto:Lmubaiwa@sadc.int)

**CENTRE MONDIAL SUR L'AGROFORESTERIE (CIRAF)**

August Basil Temu  
Professor  
P.O. Box 30677  
Nairobi, Kenya  
Tel. :+254-20-524197  
Fax. :+254-20-524001  
E-mail : [a.temu@cgiar.org](mailto:a.temu@cgiar.org)

**OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**

**ACADÉMIE AFRICAINE DES SCIENCES (AAS)**

Fredrick Owino  
Fellow  
P.O. Box 13762  
Nairobi, Kenya  
Tel. :+254-2-884401/5  
Fax. :+254-2-884406  
E-mail : [fowin@kenyaweb.com](mailto:fowin@kenyaweb.com)

**RÉSEAU AFRICAIN DE RECHERCHES FORESTIÈRES (AFORNET)**

Dominic Blay  
Coordinator  
West/Central Node of Aforinet  
Knusi Box 63  
Kumasi, Ghana  
Tel. :+233-51-60121  
Fax. :+233-51-60123  
E-mail : [dblax@forig.org](mailto:dblax@forig.org)

Iba Kone  
Programme Manager  
P.O. Box 14798  
Nairobi, Kenya  
Tel. :+254-20-884401/5  
Fax. :+254-20-884406  
E-mail : [afornet@africaonline.co.ke](mailto:afornet@africaonline.co.ke)

**ASSOCIATION INTER-AFRICAINNE DES INDUSTRIES FORESTIÈRES (IFIA)**

Jean-Jacques Landrot  
Secrétaire général  
6, avenue de Saint-Mandé  
75012 Paris, France  
Tel. :+33-1-43424200  
Fax. :+33-1-43425522  
E-mail : [ifia@wanadoo.fr](mailto:ifia@wanadoo.fr)

**ROYAL SWEDISH ACADEMY OF AGRICULTURE AND FORESTRY (KSLA)  
(ACADÉMIE ROYALE SUÉDOISE DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS)**

Bjorn Lundgren  
Chairman  
Project on SFM in Africa  
Royal Swedish Academy of Agriculture and Forestry  
Tengdahlsgatan 49  
SE-11647 Stockholm, Sweden  
Tel.:+46-8-6436885  
Fax.:+46-8-6435864  
E-mail: [bjorn.lundgren@ekman.se](mailto:bjorn.lundgren@ekman.se)

**RÉSEAU DES FEMMES AFRICAINES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE  
(REFADD)**

(Mme) Jeanne-Marie Mindja  
Coordonnatrice adjointe  
B.P. 12909  
Yaoundé, Cameroun  
Tel. :+237-2222135  
Fax.:+237-2222251  
Portable: +237-7781075  
E-mail: [granverefadd@yahoo.fr](mailto:granverefadd@yahoo.fr)

**FONDS MONDIAL POUR LA NATURE (WWF)**

Adewale Adeleke  
Regional Coordinator  
WWF West Africa Programme Office  
Riviera III, Alabra  
B.P. 1776  
08 Abidjan, Côte d'Ivoire  
Tel.:+225-22-472086  
Fax.:+225-22-478245  
E-mail : [aadeleke@wwfcarpo.org](mailto:aadeleke@wwfcarpo.org)

## **UK/GLOBAL WITNESS**

(Ms) Laura Furones  
Forest Monitoring Coordinator  
P.O. Box 6042  
London NJ9 5WP, United Kingdom  
Tel. :+44-2075-616365  
E-mail : [lfurones@globalwitness.org](mailto:lfurones@globalwitness.org)

## **FOUNDATION FOR FUTURE CHRISTIAN WORKER INT.**

Samuel Annan  
P.O. Box 1181 Kanshia  
Accra, Ghana  
Tel. :+233-621-305480  
E-mail : [FFCWI@yahoo.com.hk](mailto:FFCWI@yahoo.com.hk)

## **SECRÉTARIAT DU PAYS HÔTE**

Sampson Adjei  
Chief Director  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box M212  
Accra  
Tel.:+233-21-687303  
Fax. :+233-21-666801  
E-mail : [chief@mlf-gh.com](mailto:chief@mlf-gh.com)

A.S.K. Boachie Dappah  
Chief Executive  
Ghana Forestry Commission  
P.O. Box MB434  
N.4 3<sup>rd</sup> Ave. Ridge  
Accra  
Tel.: +233-21-221315  
Fax. :+233-21-220818  
E-mail : [forcom@forestrycommission.com](mailto:forcom@forestrycommission.com)

Freduah Agyeman  
Technical Director  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box M212  
Accra  
Tel.:+233-21-687303  
Fax. :+233-21-666801  
E-mail : [fredua@mlf-gh.com](mailto:fredua@mlf-gh.com)

Joseph Osiakwan  
Planning Officer  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box MB212  
Accra  
Tel.+233-21-687346  
Fax. :233-21-666801  
E-mail : [osiakwan@mlf-gh.com](mailto:osiakwan@mlf-gh.com)

(Ms) Yvonne Acquah  
Ministry of Lands and Forestry  
Ministry of Lands and Forestry  
P.O. Box MB212  
Accra  
Tel.+233-21-687346  
Fax. :233-21-666801  
E-mail : [acquah@mlf-gh.com](mailto:acquah@mlf-gh.com)

Kwabena Appiah-Kabi  
Assistant Director  
Ministry of Foreign Affairs  
Box M53  
Accra  
Tel. :+233-21-664953/2704  
E-mail : [nanakubi2@yahoo.com](mailto:nanakubi2@yahoo.com)

Enoch Osei Mensah  
Planning Committee Member  
Office of the State Protocol  
P.O.Box 36, Accra  
Tel. :+233-21-660004

J. Ampadu  
Ministry of Information  
Accra

M.A. Bawumia  
Ministry of Interior  
Accra

E. Noi Hanson  
National Security Council  
Accra

Ebenezer Adjei  
National Security Council  
Accra

### SECRÉTARIAT DE LA FAO

El Hadji Sène  
Directeur, Division des ressources forestières  
Département des forêts  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italie  
Tel. :+39-6-57055978  
Fax. :+39-6-  
E-mail : [elhadji.sene@fao.org](mailto:elhadji.sene@fao.org)

Pape Djiby Koné  
Forestier principal  
Bureau régional de la FAO pour l'Afrique  
P.O. Box 1628  
Accra, Ghana  
Tel. :+233-21-675000 ext. 3202  
Fax. :+233-21-662487  
E-mail : [pape.kone@fao.org](mailto:pape.kone@fao.org)

Peter Lowe  
Forestier chargé de la planification  
Bureau régional de la FAO pour l'Afrique  
P.O. Box 1628  
Accra, Ghana  
Tel. :+233-21-675000 ext. 3404  
Fax. :+233-21-662487  
E-mail : [peter.lowe@fao.org](mailto:peter.lowe@fao.org)

Michel Laverdière  
Forestier (Conservation)  
Bureau sous-régional de la FAO pour  
l'Afrique australe  
P.O. Box 3730  
Harare, Zimbabwe  
Tel.+263-4-253657  
Fax.+263-4-700724  
E-mail : [michel.laverdiere@fao.org](mailto:michel.laverdiere@fao.org)

Hassan Abdel Nour  
Forestier principal  
Bureau régional de la FAO pour le Proche-  
Orient  
P.O. Box 2223  
Dokki, Le Caire, Egypte  
Tel. :+20-2-3316000  
Fax. :+20-2-7495981  
E-mail : [hassan.abdelnour@fao.org](mailto:hassan.abdelnour@fao.org)

Tiina Vähänen  
Forestier  
Service de l'économie forestière  
Département des forêts  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italie  
Tel. :+39-6-5705  
Fax. :+39-6-57052151  
E-mail : [tiina.vahanen@fao.org](mailto:tiina.vahanen@fao.org)

Atse Yapi  
Coordonnateur adjoint, IUFRO/SPDC  
Bureau régional de la FAO pour l'Afrique  
P.O. Box 1628  
Accra, Ghana  
Tel. :+233-21-675000 ext. 3202  
Fax. :+233-21-662487  
E-mail : [atse.yapi@fao.org](mailto:atse.yapi@fao.org)

Ada Ndeso-Atanga  
Facilitateur nfp  
Bureau régional de la FAO pour l'Afrique  
P.O. Box 1628  
Accra, Ghana  
Tel. :+233-21-675000  
Fax. :+233-21-662487  
E-mail : [ada.ndeso-atanga@fao.org](mailto:ada.ndeso-atanga@fao.org)

Fernando Salinas  
Conseiller pour les programmes forestiers  
nationaux  
Bureau régional de la FAO pour l'Afrique  
P.O. Box 1628  
Accra, Ghana  
Tel. :+233-21-675000  
Fax. :+233-21-662487  
E-mail : [fernando.salinas@fao.org](mailto:fernando.salinas@fao.org)

Robert Hendricks  
Consultant FAO  
Département des forêts  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italie  
Tel.+39-5705  
Fax. :+39-6-5705  
E-mail : [robert.hendricks@fao.org](mailto:robert.hendricks@fao.org)

Michèle Millanès  
Chargée des réunions a.i.  
Département des forêts  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italie  
Tel. :+39-6-57053641  
Fax. :+39-6-57052151  
E-mail : [michele.millanes@fao.org](mailto:michele.millanes@fao.org)

Michael Nor-Matey  
IT Officer  
Bureau régional de la FAO pour l'Afrique  
P.O. Box 1628  
Accra, Ghana  
Tel. :+233-21-675000  
Fax. :+233-21-662487  
E-mail: [michael.normatey@fao.org](mailto:michael.normatey@fao.org)

*ANNEXE C*

**LISTE DES DOCUMENTS**

<b>Point de l'ordre du jour</b>	<b>Cote</b>	<b>Titre</b>
1	FO :AFWC/2004/1	Ordre du jour provisoire
3	FO :AFWC/2004/2	Situation des forêts et de la faune sauvage en Afrique : Points spécifiques soulignés par l'Étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA)
4	FO/AFWC/2004/3	Examen du Programme ordinaire et du Programme de terrain de la FAO, y compris la suite donnée aux requêtes et recommandations de la 13 <sup>ème</sup> session de la Commission
5	FO :AFWC/WL/2004/REP	Rapport de la quinzième session du Groupe de travail sur l'aménagement de la faune sauvage et des aires protégées
6	FO :AFWC/2004/4	La coopération forestière régionale et sous-régionale, incluant le commerce des produits forestiers
7	FO :AFWC/2004/5	Les forêts et l'eau en Afrique, leurs liens avec la sécurité alimentaire
8	FO :AFWC/2004/6	La place des forêts dans la mise en œuvre du NEPAD

**Documents d'information :**

FO :AFWC/INF.1	Note d'information
FO :AFWC/INF.2	Calendrier provisoire
FO :AFWC/INF.3	Liste des documents
FO :AFWC/INF.4	Rapport sur le XIIe Congrès forestier mondial 2003
FO :AFWC/INF.5	Accords relatifs aux incendies de forêt

**LISTE DES RAPPORTS NATIONAUX MIS À LA DISPOSITION DE LA COMMISSION**

Guinée  
Mali  
Maroc  
Mozambique  
Niger  
Sénégal  
Tunisie



## **Rapport de l'Atelier régional FAO sur la mise en oeuvre des propositions d'action du GIF/FIF en Afrique**

Accra, Ghana, 16-18 février 2004

### **1. INTRODUCTION**

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a organisé l'Atelier sur la mise en œuvre des propositions d'action du GIF/FIF en Afrique, que le Gouvernement du Ghana a accueilli à Accra, du 16 au 18 février 2004, en marge de la quatorzième session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique. La réunion a été co-parrainée par le Département d'État et le Service des forêts du Département de l'agriculture des Etats-Unis.

Quarante-neuf experts, issus de toutes les sous-régions d'Afrique et de l'extérieur du continent, ont participé à cet atelier, où ils représentaient des États (20), les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) et d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales (14), le secteur privé (1) et des organisations non gouvernementales (4).

M. A.S.K. Boachie-Dapaah (Ghana) a été élu Président et M. Abu Anage Zeleke (Ethiopie) a été élu Vice-Président de l'Atelier. M. Abdel Azim Mirghani Ibrahim (Soudan) était le rapporteur et Mme Christina Amoako-Nuama l'animatrice. Les travaux se sont déroulés en trois Groupes de travail : (I) Commerce et aménagement durable des forêts, présidé par M. Roger Foteu, Cameroun ; (II) Remise en état des terres forestières dégradées, présidé par M. Ndiawar Ndieng, Sénégal ; et (III) Renforcement de la coopération régionale et préparation des pays africains au sein du dialogue international sur les forêts, présidé par M. Bertrand Zida, CILSS.

Cet atelier était organisé afin de renforcer l'action à l'échelon national, sous-régional et régional à l'appui d'un aménagement durable des forêts, y compris par la mise en œuvre des propositions d'action du Groupe intergouvernemental sur les forêts (GIF) et du Forum intergouvernemental sur les forêts (FIF). Cette démarche s'inscrivait directement dans la foulée de la seizième session du Comité des forêts, tenue en mars 2003, qui a recommandé que la FAO assume un rôle de chef de file en matière d'appui aux politiques et de conseils techniques aux pays, et qu'elle facilite l'échange d'informations entre le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) et les pays.

L'atelier a permis aux pays de partager leurs expériences et discuter la documentation disponible pour la mise en œuvre des propositions du GIF/FIF, en particulier autour des thèmes du commerce et de l'aménagement durable des forêts et de la remise en état des terres forestières dégradées. Il a également donné l'occasion d'informer les pays au sujet de l'évolution du dialogue international sur les forêts et de discuter de la manière dont ils pouvaient, au mieux, se préparer aux réunions mondiales. Ce point était particulièrement opportun compte tenu des décisions qu'il faudra prendre en 2005 au sujet des futurs accords internationaux relatifs aux forêts.

Le rapport a été approuvé par la quatorzième session de la Commission des forêts et de la faune sauvage.

### **2. PRINCIPALES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS**

#### **2.1. Mise en œuvre des propositions d'action**

##### **Observations/Enseignements tirés:**

1. La démocratisation, la décentralisation, l'équilibre politique et social, la stabilité du personnel, la bonne gouvernance, la sensibilisation et l'application des lois sont autant de conditions préalables à l'aménagement durable des forêts, lequel, à son tour, contribue à lutter contre la pauvreté.

2. D'autre part, les organismes nationaux d'exécution sont submergés par un nombre croissant de recommandations internationales. La mise en œuvre des propositions d'action GIF/FIF est faible parce que les propositions ne sont pas bien connues et que les gouvernements africains participent peu aux négociations de ces initiatives internationales.

3. Les capacités institutionnelles et les ressources financières manquent pour pouvoir pleinement mettre en œuvre les propositions d'action du GIF et du FIF, ainsi que les décisions du FNUF. L'incidence négative des programmes d'ajustement structurel, des programmes inadaptés de réforme des politiques et la pandémie de VIH/SIDA sont à la base de difficultés supplémentaires.

4. Toutefois, bien des pays s'efforcent de les mettre en œuvre, notamment au travers de leurs programmes forestiers nationaux. Ils se servent par ailleurs des propositions pour s'assurer que les activités nationales sont bien compatibles avec les orientations internationales.

#### **Recommandations:**

5. Les intervenants locaux, nationaux, sous-régionaux et régionaux devraient susciter une prise de conscience à propos des versions simplifiées de ces propositions, lesquelles devraient être disponibles sur papier, et les utiliser. Les Missions permanentes auprès des Nations Unies à New York, devraient transmettre en temps opportun le matériel reçu du FNUF.

6. Les pays devraient partager leurs expériences de la mise en œuvre des propositions d'action du GIF/FIF et des critères et indicateurs, par exemple à propos de la façon d'établir une priorité entre les propositions, de manière à se concentrer sur celles qui concernent le plus leur situation spécifique.

7. La Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique devrait permettre le partage des expériences en matière de réussites et d'échecs.

8. Les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) devraient définir des formules d'application coordonnées et simplifiées.

9. La FAO, en association avec d'autres membres du PCF, devrait continuer à faciliter la tenue de réunions sur la mise en œuvre.

10. La FAO, les autres membres du PCF, le Réseau africain de recherche forestière (AFORNET), et le Réseau de recherche forestière pour l'Afrique subsaharienne (FORNESSA), ainsi que d'autres organisations régionales et sous-régionales, devraient continuer à appuyer le renforcement des capacités de recherche et la création de réseaux.

11. La FAO devrait consolider ses efforts visant à fournir l'information sur les ressources et les produits forestiers et, en association avec d'autres membres du PCF, elle devrait faciliter l'accès à l'information et alléger la tâche des pays en matière de préparation des rapports.

## **2.2. Participation des pays africains au dialogue international sur les forêts**

### **Observations/Enseignements tirés:**

12. L'Afrique n'est pas entendue dans les négociations internationales. Seuls quelques pays sont en mesure de participer aux débats, où leur délégation ne compte bien souvent qu'une seule personne.

13. Le rôle du PNUE d'aider les pays africains à se préparer à la quatrième session du Forum intergouvernemental sur les forêts et les efforts du FNUF visant à soutenir la participation ont été reconnus. Les préparatifs régionaux et la définition d'une position africaine commune lors des futures négociations internationales sur les politiques forestières sont des éléments primordiaux.

14. Les pays africains disposent de capacités restreintes à saisir les occasions existantes, comme les subventions du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) relatives à la dégradation des terres.

15. Très peu d'organismes régionaux/sous-régionaux sont accrédités auprès du FNUF.

**Recommandations:**

16. La Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique, en collaboration avec les organisations sous-régionales, devrait servir d'enceinte à un dialogue régional décisif sur les politiques, y compris en ce qui concerne les préparatifs des futures réunions mondiales et la définition d'une position africaine commune pour la cinquième session du FNUF.
17. Les ressources nationales, tant publiques que privées, devraient être mises au service de la participation aux propositions d'action et de leur mise en œuvre.
18. Les pays devraient renforcer leurs consultations avec les parties prenantes.
19. La documentation de base devrait être disponible longtemps avant les sessions du FNUF.
20. Tous les pays devraient désigner des institutions ou des personnes de référence.

**2.3. Renforcer l'action régionale**

**Observations/Enseignements tirés:**

21. Les organisations régionales/sous-régionales, y compris les ONG, ne sont pas suffisamment informées au sujet des processus du FNUF et de ses résultats et ne s'engagent pas assez sur cette voie. Elles devraient faire preuve de dynamisme en recherchant l'information.
22. On s'efforce en ce moment d'harmoniser les politiques et les stratégies dans certaines sous-régions.

**Recommandations:**

23. Les diverses organisations régionales et sous-régionales qui traitent des questions économiques, du développement régional et de la coordination des politiques devraient intégrer l'aménagement durable des forêts dans leur mandat et l'appliquer, mais il leur faut des partenaires pour cela.

**2.4. Commerce des produits forestiers et aménagement durable des forêts (mise en œuvre des propositions d'action du GIF/FIF)**

**Observations/Enseignements tirés:**

24. Les conditions préalables au commerce sont: (i) disponibilité du produit; (ii) compétitivité; (iii) confiance des acheteurs (qualité du produit; gestion sociale; légalité; aménagement durable des forêts); (iv) investissements.
25. La certification est un outil qui permet de promouvoir l'aménagement durable des forêts.
26. La bonne gouvernance est essentielle pour mettre un frein à l'exploitation forestière illégale et au commerce associé.
27. Il est probable que les normes techniques et les spécifications sur les produits, notamment en Europe, entravent l'accès aux marchés des producteurs africains.
28. Les produits forestiers non ligneux, y compris les plantes médicinales et les denrées alimentaires issues de la forêt, répondent à une demande des populations urbaines ; ils sont soumis à des processus informels de production et d'exportation qui pourraient nuire aux communautés et aux forêts. La commercialisation en est à ses débuts, mais les possibilités d'exportation sont informelles et ne se sont pas encore développées.
29. Le potentiel commercial des droits d'émission de carbone est mal compris en Afrique. Il serait utile d'acquérir plus d'expérience dans ce domaine.

**Recommandations:**

30. Les pays devraient renforcer les liens entre le commerce et les politiques forestières, en commençant par développer la collaboration entre les autorités ministérielles et avec le secteur privé.
31. Les pays devraient instaurer un environnement susceptible d'attirer les investissements étrangers.
32. L'Organisation africaine du bois devrait poursuivre la mise au point d'une certification forestière panafricaine.
33. La FAO devrait aider à renforcer une reconnaissance mutuelle des différents systèmes de certification.
34. Il faudrait renforcer les associations de producteurs pour qu'elles puissent promouvoir les produits, diffuser l'information et participer aux décisions nationales.
35. Les gouvernements, les sociétés forestières et les organisations internationales, comme la FAO, devraient davantage collaborer pour se rendre compte des perspectives commerciales et de la dynamique des marchés.
36. Les gouvernements devraient encourager l'utilisation de produits ligneux locaux et d'autres produits de la forêt.
37. La FAO devrait faciliter la mise en place d'accords forestiers bilatéraux et sous-régionaux, par exemple en aidant à la réalisation d'études de faisabilité qui recensent les perspectives commerciales et les obstacles au commerce, y compris les problèmes d'infrastructures et les droits d'exportation.
38. Il faudrait préciser les besoins technologiques, notamment en ce qui concerne les machines et les méthodes qui permettent le développement des petites entreprises. Les partenariats avec le secteur privé sont fondamentaux pour le transfert de technologies.
39. Les gouvernements et les organisations du secteur privé devraient collaborer pour diffuser les informations commerciales et en faire un meilleur usage.
40. La FAO, l'Organisation internationale des bois tropicaux et l'Organisation africaine du bois devraient collaborer, de manière à éviter les doubles emplois en matière de collecte et de diffusion de l'information.
41. Les pays devraient améliorer l'enregistrement des informations relatives à la production, au commerce et aux prix des produits forestiers non ligneux, de manière à améliorer l'aménagement durable des forêts et à appréhender la valeur réelle de ces produits et la contribution des forêts à la sécurité alimentaire et au développement rural.
42. Les pays devraient remplacer les exportations de viande de brousse par une production issue d'animaux domestiqués.
43. Les pays devraient concevoir des mécanismes de marché pour tirer profit de la valeur de l'eau et des autres services forestiers non commerciaux et pour faire en sorte que les recettes servent en retour à la gestion des forêts.

**2.5. Remise en état des terres forestières dégradées (mise en œuvre des propositions d'action du GIF/FIF)**

**Observations/Enseignements tirés:**

44. Dans bien des pays, les politiques sectorielles sont cloisonnées et de nombreux problèmes forestiers découlent de politiques adoptées en dehors du secteur.

45. Dans la mesure où le secteur forestier a été marginalisé, les actions dans ce domaine doivent être prises en considération grâce à des stratégies nationales et des plans d'action nationaux de développement et des stratégies mises en place dans les autres secteurs.

46. Les pays à faible couvert forestier, dont beaucoup sont également des pays à faible revenu et à déficit vivrier, sont particulièrement sensibles à la dégradation des terres.

**Recommandations:**

47. Les stratégies de remise en état des terres devraient être intégrées aux autres stratégies sectorielles.

48. Les programmes forestiers nationaux devraient inclure la remise en état des terres dégradées. Les pays, en collaboration avec les institutions internationales, devraient établir des fonds de remise en état, alimentés en partie par les recettes de l'activité forestière.

49. Les départements des forêts et les parties prenantes devraient collaborer avec les autres secteurs pour intégrer des normes minimales dans leurs activités ayant une incidence sur les forêts.

50. Les pays devraient s'assurer que la recherche réponde à la demande et prenne en considération la situation socioéconomique des communautés.

51. Il faudrait accroître les efforts régionaux visant à obtenir une assistance du Fonds pour l'environnement mondial, afin de renforcer les ressources nationales pour la remise en état des terres dégradées.

52. Il faudrait encourager la participation du secteur privé et des communautés dans les activités de remise en état.

## MEMBRES DE LA COMMISSION

Afrique du Sud  
Algérie  
Angola  
Bénin  
Botswana  
Burkina Faso  
Burundi  
Cameroun  
Cap-Vert  
Congo, République du  
Côte d'Ivoire  
Égypte  
Éthiopie  
France  
Gabon  
Gambie  
Ghana  
Guinée  
Guinée-Bissau  
Kenya  
Lesotho  
Libéria  
Madagascar  
Malawi

Mali  
Maroc  
Mauritanie  
Maurice  
Mozambique  
Namibie  
Niger  
Nigéria  
Ouganda  
République centrafricaine  
République démocratique du  
Congo  
Rwanda  
Sénégal  
Sierra Leone  
Soudan  
Swaziland  
Tanzanie, République unie de  
Tchad  
Togo  
Tunisie  
Zambie  
Zimbabwe